

ANALYSE DES CATALYSEURS ET DES INCITATIONS LIÉS AUX ACTIVITÉS DE MANIPULATION DE L'INFORMATION ET D'INGÉRENCE MENÉES DEPUIS L'ÉTRANGER

Une méthodologie globale



ANALYSE DES CATALYSEURS ET DES INCITATIONS LIÉS AUX ACTIVITÉS DE MANIPULATION DE L'INFORMATION ET D'INGÉRENCE MENÉES DEPUIS L'ÉTRANGER

Une méthodologie globale

Federico Giulio Sicurella et Tijana Morača

© 2025 Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale
© 2025 Édition en anglais

Les publications d'IDEA International sont indépendantes de tout intérêt national ou politique particulier. Les points de vue exprimés dans la présente publication ne reflètent pas nécessairement les opinions d'IDEA International, de son conseil d'administration ou des membres du conseil.



À l'exception des images et photos de tiers, la version électronique de la présente publication est disponible sous licence Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 4.0 (CC BY-NC-SA 4.0). Vous pouvez librement partager cette publication ou en faire des travaux dérivés uniquement à des fins non commerciales, et à condition d'en avoir correctement nommé les sources et de les diffuser sous une licence identique à celle-ci. Pour de plus amples informations sur cette licence, veuillez consulter : <<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0>>.

IDEA International
Strömsborg
SE-103 34 Stockholm
SUÈDE
Tél. : +46 8 698 37 00
Courriel : info@idea.int
Site Internet : <<https://www.idea.int>>

Illustration de couverture : mirexon on 123rf.com
Graphisme : Veranika Ardytskaya
Traduction : Nicolas Marie

DOI : <<https://doi.org/10.31752/idea.2025.81>>
ISBN : 978-91-8137-042-3 (PDF)

Remerciements

Cette méthodologie globale d'analyse des catalyseurs et des incitations liés aux activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger (FIMI) a été élaborée par Federico Giulio Sicurella et Tijana Morača. IDEA International leur exprime toute sa gratitude, ainsi qu'à toutes les personnes qui ont contribué à l'élaboration de cet outil d'analyse complet conçu pour aider les acteurs nationaux, en particulier les organisations de la société civile, à reconnaître et à comprendre les conditions propices à l'émergence et à l'expansion des FIMI électorales.

Nous tenons également à remercier les collègues des équipes Numérisation et démocratie et Financement politique d'IDEA International. Nous sommes tout particulièrement reconnaissants à Alberto Fernández Gibaja, Yukihiro Hamada, Khushbu Agrawal et Sebastian Becker, qui ont non seulement dirigé ce travail, mais aussi mis leur expertise dans les élections, les menaces numériques, les technologies émergentes et le financement de la politique au service de l'élaboration de cette méthodologie.

Nous remercions aussi sincèrement Katarzyna Gardapkhadze, directrice du service Global Programmes, ainsi que nos collègues des équipes Processus électoraux et Évaluation de la démocratie, du Bureau Europe et du Bureau régional pour l'Afrique et l'Asie de l'Ouest, qui ont minutieusement relu cette méthodologie et en ont enrichi la version finale par leurs retours.

Nous sommes profondément reconnaissants aux plus de 30 experts FIMI qui ont pris part à notre atelier de validation à Bruxelles. Leurs éclairages et points de vue ont été précieux pour affiner la méthodologie et en assurer la pertinence et l'applicabilité. Nous saluons également les contributions essentielles de nos partenaires en Côte d'Ivoire, en Macédoine du Nord, en Moldavie et au Sénégal, dont les connaissances du terrain ont apporté de la profondeur et de la nuance à notre approche. Nous remercions tout spécialement Lisa Hagman et son équipe pour leur gestion du processus de production, ainsi qu'Accuracy Matters et Jenefrieda Isberg pour leur soutien sur les volets rédactionnel et administratif.

Enfin, ce travail n'aurait pas été possible sans le généreux soutien d'Affaires mondiales Canada dont nous saluons l'engagement et le rôle de premier plan dans cette thématique essentielle.

Table des matières

Remerciements	iv
Abréviations	vi
INTRODUCTION	1
Chapitre 1	
Mise en application de la méthodologie	3
Chapitre 2	
FIMI, élections, genre et société civile	4
2.1. Que sont les FIMI ?	4
2.2. FIMI et élections	5
2.3. La dimension de genre des FIMI	7
2.4. Le rôle émergent de la société civile dans le renforcement de la résilience face aux FIMI	8
Chapitre 3	
Catalyseurs des FIMI électorales	10
3.1. Institutions et pratiques politiques	11
3.2. L'environnement social, politique et culturel	14
3.3. Médias d'information et journalisme	20
3.4. Médias sociaux	25
3.5. La sphère juridique et réglementaire	30
Chapitre 4	
Incitations favorisant les FIMI électorales	35
4.1. Exploitation de l'économie de l'attention	36
4.2. Accès à des sources et ressources étrangères	38
4.3. L'industrie de la manipulation de l'information	41
Références bibliographiques	44
Glossaire	54
À propos des auteurs	56
À propos d'IDEA International	57

Abréviations

ad-tech	Technologie publicitaire
BIDDH	Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme
FIMI	Manipulation de l'information et ingérence menées depuis l'étranger
FIMI-ISAC	Centre d'échange et d'analyse d'informations sur les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger
LGBTQIA+	Personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, trans, queers, intersexuées et asexuelles
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique nord
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SEAE	Service européen pour l'action extérieure
TTP	Tactiques, techniques et procédures

INTRODUCTION

La présente méthodologie vise à donner aux acteurs de la société civile les moyens de mener une analyse, d'acquérir des connaissances opérationnelles et contextuelles, et, à terme, de formuler des politiques et des propositions d'actions concrètes dans le but de contrer différents aspects de la manipulation de l'information et de l'ingérence menées depuis l'étranger (FIMI) liées aux élections ¹.

Soutenir des études en contexte ainsi que cartographier les facteurs qui influent sur les écosystèmes de l'information et les rendent vulnérables à la manipulation est à la base essentiel pour associer les bons acteurs et concevoir des mesures efficaces ².

Pour élaborer et valider cette méthodologie, les auteurs ont utilisé une variété de sources. Parmi celles-ci : de la littérature grise et universitaire sur l'impact des FIMI sur les institutions et les processus démocratiques, des consultations avec des experts FIMI, et des éclairages et observations directement recueillis auprès d'organisations de la société civile actives dans certains pays.

La méthodologie comporte trois grands chapitres. Le chapitre 1 présente la problématique des FIMI électorales (en insistant sur leur dimension de genre) et décrit en détail le rôle de la société civile pour y faire face. Les chapitres 2 et 3 synthétisent et expliquent les facteurs sociaux, politiques, culturels, économiques, technologiques et juridiques qui rendent les activités FIMI

¹ Le projet *Combating Election-related Foreign Information, Manipulation and Interference* [Lutte contre l'information, la manipulation et l'ingérence étrangères dans les élections] a pour but de soutenir des sociétés démocratiques résilientes et soucieuses des questions de genre, capables de contrer efficacement les FIMI électorales. L'une des manières d'y parvenir est d'associer davantage les organisations de la société civile aux actions de prévention et de lutte contre les FIMI, notamment en renforçant leurs connaissances, compétences et capacités pour reconnaître et analyser (dans une perspective soucieuse des questions de genre) les principaux catalyseurs et incitations derrière les FIMI électorales. Cela est précisément ce que vise la présente méthodologie.

² Voir Arnaudo et al., 2021 sur la cartographie de l'environnement informationnel comme première étape de la lutte contre la manipulation de l'information liée aux élections. Voir également SEAE, 2024a sur l'évaluation des risques et de la vulnérabilité en tant qu'élément clé de la phase « Identification et préparation » du Cadre de réponse aux menaces FIMI (appliqué aux élections) proposé.

électorales non seulement possibles (**catalyseurs**), mais aussi intéressantes et rentables (**incitations**) dans différents contextes. Des **exemples** réels y sont fournis à titre l'illustration en plus de **pistes de recherche** pour guider l'analyse.

Bien qu'il s'agisse d'un sujet d'intérêt international, les difficultés spécifiques que constituent les activités FIMI électorales pour l'intégrité du scrutin et la démocratie peuvent considérablement varier d'un contexte à un autre. Il en va de même pour les catalyseurs et les incitations liés aux FIMI, qui peuvent revêtir différentes formes « locales » en fonction de combinaisons uniques de facteurs historiques, sociopolitiques, économiques et culturels. De plus, il n'est pas toujours possible de disposer de données fiables et précises, surtout dans les pays du Sud où leur rareté limite considérablement la capacité d'étudier l'environnement informationnel (Röttger et Vedres, 2020).

Pour tenir compte de cette complexité, la présente méthodologie aborde de manière globale et holistique le phénomène des FIMI électorales, tout en apportant des éléments et nuances spécifiques aux zones d'intervention.

Chapitre 1

MISE EN APPLICATION DE LA MÉTHODOLOGIE

La présente méthodologie a pour but d'aider à la rédaction de rapports analytiques rendant compte des principaux catalyseurs et incitations des FIMI électorales dans un contexte donné.

La méthodologie recense et explique 16 facteurs qui rendent les FIMI électorales possibles (catalyseurs) et six facteurs qui font d'elles une activité rentable pour divers acteurs (incitations). Il s'agit là de fournir une sorte de « menu » d'axes de recherche et d'analyse potentiels des FIMI dans différents types de situations. Tous ne revêtiront peut-être pas la même importance ou ne mériteront pas d'être examinés dans un contexte donné. Il appartiendra aux utilisateurs de ne retenir et de n'examiner que les facteurs qu'ils considèrent comme les plus importants ou prometteurs dans leur cas particulier en s'appuyant idéalement sur des critères de pertinence, de disponibilité des données et de faisabilité pratique.

Lors de l'analyse et de l'évaluation des catalyseurs et incitations retenus, les utilisateurs devront combiner leurs connaissances et perceptions d'experts avec des données provenant de sources fiables pour renforcer la validité de leurs conclusions. Ils pourront aussi se référer utilement à des indices mondiaux reconnus de démocratie et de liberté des médias, comme les Indices de l'État de la démocratie dans le monde (d'IDEA International), le Classement mondial de la liberté de la presse (de Reporters sans frontières) et l'Indice de perception de la corruption (de Transparency International), pour n'en citer que quelques-uns.

Chapitre 2

FIMI, ÉLECTIONS, GENRE ET SOCIÉTÉ CIVILE

Ce chapitre fournit une présentation du concept de FIMI, accompagnée d'une explication de son impact négatif sur les processus démocratiques et électoraux (également dans une perspective de genre). Elle décrit aussi le rôle émergent de la société civile dans le renforcement de la résilience en la matière.

2.1. QUE SONT LES FIMI ?

Depuis ces dernières années, les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger (généralement désignées par le sigle anglais FIMI, pour *Foreign Information Manipulation and Interference*) sont une source de préoccupation croissante du fait de leur capacité à perturber les démocraties à travers le monde en minant la confiance dans les discours fondés sur des faits et dans le processus démocratique de prise de décisions. La définition des FIMI la plus largement admise aujourd'hui est celle de l'Union européenne, l'un des principaux acteurs du débat et de la lutte collective contre ce phénomène :

Définition On entend par FIMI un « schéma comportemental qui menace ou risque d'affecter négativement les valeurs, les procédures et les processus politiques. De nature manipulatrice, cette activité est menée de façon intentionnelle et coordonnée. Elle peut être le fait d'acteurs étatiques ou non, y compris de leurs *proxies* qui opèrent à l'intérieur ou à l'extérieur de leur territoire » (SEAE, 2023a, p. 25).

Les origines du concept de FIMI remontent à l'ingérence russe dans les élections de 2016 aux États-Unis, laquelle a fait l'objet de recherches approfondies et attiré l'attention politique sur les dangers et les menaces de la désinformation. Par la suite, avec la pandémie de Covid-19 et la guerre en

Ukraine, les préoccupations se sont accrues quant au rôle des FIMI dans le contexte de confrontations géopolitiques (essentiellement entre les acteurs occidentaux et la Russie ou la Chine) (SEAE, 2022). Ces dernières années, les opérations d'influence russes visant les sociétés africaines ont augmenté, surtout dans la région du Sahel où la Russie a recours aux FIMI pour y légitimer son influence économique et militaire croissante dans un contexte d'instabilité politique (Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 2024).

Il est important de noter que si les FIMI s'appuient sur le concept de désinformation ³, elles vont aussi au-delà, la considérant comme un outil parmi tant d'autres que les acteurs malveillants peuvent déployer dans des campagnes d'influence orchestrées, professionnelles et parfois secrètes qui ciblent l'environnement informationnel et visent délibérément à saper les institutions et processus démocratiques.

Cette conceptualisation a également inspiré un changement d'approche pour passer de l'établissement de la véracité/fausseté des contenus (objectif premier des activités de contre-désinformation) à la détection et à la classification des schémas comportementaux adoptés par les acteurs de la menace dans leurs activités FIMI ⁴.

FIMI versus désinformation. « Le facteur qui détermine si une activité peut être qualifiée de FIMI ou non n'est pas un contenu faux ou trompeur, mais un comportement fallacieux ou manipulateur » (SEAE, 2023a, p. 25).

L'accumulation des preuves de la sophistication des activités FIMI, de leur échelle et de leur impact potentiel a aidé à saisir toute la complexité d'une menace susceptible de mettre en péril des domaines allant de la sécurité nationale et mondiale à la démocratie, en passant par la cohésion sociale et les droits humains, mais aussi de servir d'instrument de guerre (SEAE, 2024a).

2.2. FIMI ET ÉLECTIONS

Comme indiqué plus haut, l'objectif fondamental des FIMI est d'influencer et de perturber les processus politiques et les institutions démocratiques. Par ailleurs, il apparaît clairement que certains événements sont d'importants catalyseurs pour ces activités, car les acteurs FIMI peuvent stratégiquement exploiter l'attention du public et des médias suscitée par de grands événements et des périodes de tension aux fins de promouvoir leurs

³ On entend généralement par désinformation la diffusion d'informations fausses et délibérément créées pour nuire à une personne, à un groupe social, à une organisation ou à un pays. Voir PNUD, 2022.

⁴ Le cadre DISARM constitue l'une des tentatives de classification des comportements FIMI les plus prometteuses. Il propose un catalogue qui ne cesse de s'enrichir de tactiques, techniques et procédures que les acteurs FIMI peuvent adopter pour planifier, préparer, exécuter et évaluer leurs actions de manipulation. Voir DISARM Foundation (s. d.).

intérêts (SEAE, 2024a). Sur la base de ces deux prémisses, on peut donc considérer que les élections et les référendums constituent des occasions cruciales pour la manipulation de l'information et l'ingérence (Lambert, 2020 ; PNUD, 2022).

Rien d'étonnant donc que le débat mondial sur les FIMI porte essentiellement sur leur potentiel de nuisance pour les processus électoraux. Les préoccupations liées à l'ingérence délibérée de la Russie dans les élections de 2016 aux États-Unis ont grandement contribué à faire émerger le concept de FIMI. Ensuite, en 2024 – année d'élections la plus importante de l'histoire de l'humanité (avec près de 3,7 milliards d'électeurs) (PNUD, 2024) –, il y a eu un regain d'attention sur la menace d'activités FIMI (et plus largement de mésinformation/désinformation) à travers le monde (Ecker *et al.*, 2024 ; Forum économique mondial, 2024).

Malgré la réalité incontestable du risque d'opérations d'influence, l'impact réel de la mésinformation et de la manipulation de l'information sur les processus électoraux est moins clair (Adam, 2024 ; Clarke, 2025), tout comme l'efficacité des mesures pour contrer les activités FIMI (Lambert, 2020). Il existe toutefois un large consensus sur la complexité du phénomène des FIMI électorales et sur son caractère protéiforme.

D'après un rapport de 2024 du Service européen pour l'action extérieure (SEAE) portant sur 33 incidents FIMI en contexte électoral (SEAE, 2024a), les FIMI représentent cinq macro-menaces pour les élections. Les activités FIMI peuvent particulièrement cibler les aspects suivants :

1. Consommation de l'information les acteurs FIMI cherchant à contrôler l'agenda informationnel sur certains sujets	2. Capacité des citoyens à voter pour délégitimer les résultats des élections	3. Candidats et partis politiques également en lançant des attaques de désinformation fondées sur le genre contre des femmes politiques	4. Confiance dans la démocratie en faisant apparaître le système électoral comme faible et sujet à la manipulation ⁵	5. Infrastructure électorale dans le cadre d'attaques hybrides de plus grande ampleur
---	---	---	---	---

De plus, les FIMI liées aux élections peuvent commencer des mois avant le vote et se poursuivre bien au-delà, chacune des menaces ci-dessus progressant différemment selon la période spécifique (SEAE 2024a). Par conséquent, protéger les élections des FIMI est un processus à long terme qui nécessite la participation de nombreux acteurs, allant des autorités publiques et des organisations internationales à la société civile et au secteur privé (SEAE, 2024a) ⁶. Cette dernière catégorie inclut les plates-formes de

⁵ Divers récits fallacieux peuvent être déployés à cette fin, y compris des allégations fabriquées de toutes pièces de fraude électorale, de bulletins falsifiés, d'irrégularités dans le vote électronique ou par correspondance, de pratiques d'inscription irrégulières ou d'ingérence étrangère. Voir Panizio, 2024.

⁶ Pour un aperçu des efforts de l'UE pour combattre l'ingérence étrangère dans les élections, voir Parlement européen, 2024.

médias sociaux et les moteurs de recherche dont le rôle pour garantir l'intégrité des élections est de plus en plus reconnu (Kumar, 2024).

2.3. LA DIMENSION DE GENRE DES FIMI

La question du genre est apparue comme un domaine d'intérêt politique et d'action pour combattre la désinformation fondée sur l'identité, et plus récemment les activités FIMI fondées sur l'identité. Selon les définitions actuelles, la désinformation fondée sur le genre consiste à propager délibérément des informations trompeuses sur des personnalités féminines en s'appuyant sur des stéréotypes profondément ancrés. Le but est de décourager les femmes de participer à la vie publique (Judson *et al.*, 2020 ; Martiny *et al.*, 2024). La désinformation fondée sur le genre peut à la fois se recouper avec la violence fondée sur le genre en ligne et en relever, notamment le *trolling*, le harcèlement et le discours de haine, qu'elle soit illégale ou organisée soutien de l'État (Nyst et Monaco, 2018 ; Martiny *et al.*, 2023). Le ciblage de femmes politiques et toutes tentatives de les dissuader de participer à la vie politique et aux élections sont notamment bien documentés (Spring et Webster, 2019 ; Guerin et Maharasingam-Shah, 2020 ; Simmons et Fourel, 2022 ; Martiny *et al.*, 2024).

Il est important de noter que la recherche appliquée sur le sujet ne doit pas se limiter aux femmes, mais élargir la perspective au-delà de la conception binaire du genre afin de mettre en lumière le ciblage disproportionné des personnes LGBTQIA+ (Jonusaite *et al.*, 2022). Lorsqu'elles s'inscrivent dans le cadre d'opérations d'influence (étrangères), la diffusion de propos alarmistes et l'orchestration d'une panique morale sur le genre, la sexualité, les droits en matière de procréation, etc. servent généralement des fins politiques supérieures, la communauté LGBTQIA+ et ses droits n'étant pas en soi la cible ultime (Judson *et al.*, 2020).

Définition ad hoc Les FIMI liées au genre désignent des activités trompeuses et manifestement coordonnées, menées dans l'environnement informationnel par des acteurs étatiques et non étatiques, qui utilisent et reproduisent des stéréotypes et préjugés profondément ancrés pour causer, directement ou indirectement, un préjudice aux femmes et/ou aux personnes et communautés LGBTQIA+ (SEAE, 2023b).

D'importantes ressources et capacités techniques sont nécessaires pour fournir la preuve d'activités de manipulation de l'information liées au genre (ou tout autre type de FIMI) menées par des acteurs étrangers (ou leurs *proxies*). C'est pour cela qu'il n'existe que quelques cas concrets d'analyse de FIMI liées au genre allant plus loin que des témoignages qualitatifs, lesquels portent uniquement sur la Russie en tant qu'auteur de ces actes dans des pays démocratiques (She Persisted, 2024).

L'analyse multi-plate-forme probablement la plus systématique à ce jour des FIMI liées au genre a été réalisée par le SEAE en 2023. Elle révèle certaines des difficultés à mettre en évidence et à contrer ces activités. Plus précisément, alors qu'un grand nombre d'incidents étaient liés à l'écosystème FIMI russe, près de la moitié ne pouvaient lui être directement imputés (SEAE, 2023b). En d'autres termes, les cas évidents de FIMI liées au genre se fondent dans un plus vaste réseau de diffusion, de citation et d'amplification de contenus dénigrant les droits LGBTQIA+. De plus, un examen des autres entités attaquées (outre les personnes LGBTQIA+) et des métanarratifs déployés dans le cadre d'activités FIMI liées au genre (SEAE, 2023b) fait ressortir une tendance à instrumentaliser le genre à des fins supérieures, pour saper par exemple les valeurs démocratiques en général.

Il est toutefois important de noter que la façon dont les opérations d'influence menées depuis l'étranger instrumentalisent le genre peut varier en fonction de l'acteur étranger en question et du contexte géopolitique. Par exemple, il a été montré que les opérations d'influence vénézuéliennes sur Twitter consistaient surtout à diffuser des contenus sensationnalistes « pièges à clics » sur le mouvement féministe (« tweets tabloïdes ») plutôt que de critiques plus recherchées ou d'attaques directes contre un mouvement ou des personnes. Les opérations iraniennes en anglais sur la même plate-forme consistaient, contrairement à ce qu'on pourrait imaginer, à célébrer la solidarité avec de grandes féministes et l'émancipation des femmes aux États-Unis (Bradshaw et Henle, 2021).

En conclusion, il est nécessaire de développer une meilleure compréhension de la manière dont les narratifs sur l'identité de genre et les droits y afférents sont déployés dans le cadre des opérations d'influence. Bien que certains éléments des FIMI liées au genre présentent les caractéristiques générales d'opérations d'influence contemporaines, l'instrumentalisation du genre semble prendre différentes formes en fonction des acteurs, des plates-formes et du contexte immédiat. Sujets sensibles dans de nombreux contextes, les questions liées au genre et aux LGBTQIA+ se prêtent bien aux FIMI, surtout dans des périodes de tension comme des élections.

2.4. LE RÔLE ÉMERGENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LE RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE FACE AUX FIMI

Avec l'inquiétude croissante à travers le monde concernant la menace que les FIMI représenteraient pour la démocratie, les experts FIMI et la communauté des défenseurs ont ces dernières années considérablement changé leur manière d'appréhender le rôle de la société civile dans la lutte contre la manipulation de l'information. Initialement, lorsque le gros de la recherche et des efforts politiques portait sur la lutte contre les *fake news* et la désinformation, la société civile était principalement active dans les domaines de la vérification des faits, de l'information provenant de sources ouvertes et de l'éducation aux médias.

Aujourd'hui, les acteurs de la société civile – y compris les organisations non gouvernementales, les think tanks, les groupes de défense et les réseaux informels de citoyens – sont de plus en plus considérés comme des parties prenantes à part entière ayant un rôle clé à jouer dans la réponse collective aux FIMI (SEAE, 2024a).

La raison fondamentale est que la nature multidimensionnelle des FIMI exige une mobilisation de l'ensemble de la société (Lambert, 2020 ; voir également PNUD, 2022). En effet, comme aucune entité ne dispose à elle seule des ressources et des capacités nécessaires pour les contrer, celles-ci ne peuvent être mobilisées qu'à l'échelle de la société entière (Miller, 2024). Plusieurs initiatives réussies à travers le monde (voir exemples au Mexique et à Taïwan *in* Arnaudo *et al.*, 2021) attestent du potentiel prometteur d'une telle approche pour lutter contre les campagnes de manipulation de l'information autour d'élections.

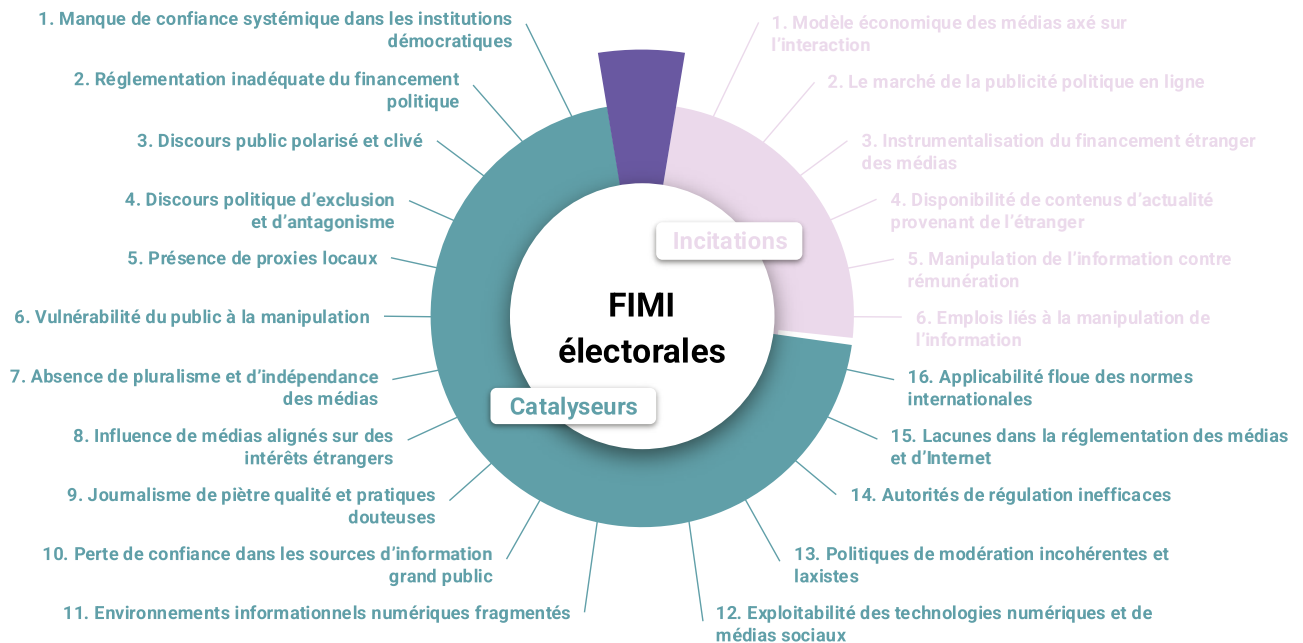
Si les points de vue divergent quant au rôle de la société civile pour lutter contre les FIMI, il existe néanmoins un consensus suffisant sur le rôle inestimable que peuvent jouer les acteurs de la société civile – avec les chercheurs et les journalistes – pour renforcer la résilience sociétale face aux FIMI (Lambert, 2020). La société civile peut également être d'une grande aide à la communauté des défenseurs pour passer d'interventions déclenchées par des crises et des incidents à une approche plus globale de lutte contre les FIMI combinant des mesures de réaction spécifiques à des moments critiques (comme les élections) et des activités de prévention sur le long terme. Le SEAE recommande fortement une telle réorientation (voir SEAE, 2024a).

À cet égard, la société civile peut jouer un rôle important dans la lutte contre les FIMI en étudiant et en analysant les vulnérabilités et les éléments moteurs des FIMI dans différents contextes. La présente méthodologie entend soutenir cet effort en fournissant aux acteurs de la société civile des orientations pour reconnaître et analyser les catalyseurs et incitations liés aux FIMI, quel que soit le contexte.

Chapitre 3

CATALYSEURS DES FIMI ÉLECTORALES

Quels facteurs rendent les FIMI électorales possibles ? Ce chapitre présente les principaux catalyseurs des FIMI, regroupés dans cinq domaines : les institutions et les pratiques politiques (catalyseurs 1 et 2) ; l'environnement social, politique et culturel (catalyseurs 3 à 6) ; les médias d'information et le journalisme (catalyseurs 7 à 10) ; les médias sociaux (catalyseurs 11 à 13) ; et la sphère juridique et réglementaire (catalyseurs 14 à 16).



3.1. INSTITUTIONS ET PRATIQUES POLITIQUES

Par définition, les élections sont la cible principale des FIMI électorales. Comme indiqué en introduction, les FIMI représentent de nombreuses macro-menaces pour les élections. Ces menaces peuvent toutefois être réduites de manière plus efficace lorsque les institutions politiques sont saines et résilientes, et que les pratiques démocratiques sont consolidées. En revanche, elles s'amplifient lorsque les institutions politiques présentent des faiblesses et des défaillances qui les rendent vulnérables à des influences indues.

Catalyseur 1. Manque de confiance systémique dans les institutions démocratiques

Commençons par un exemple Lors des élections présidentielles de 2024 en Roumanie, l'ascension soudaine et la victoire surprise de Călin Georgescu, un candidat d'extrême droite relativement inconnu et affichant des positions pro-Kremlin, ont soulevé des inquiétudes quant à l'intégrité du processus électoral roumain. Après la déclassification de rapports du renseignement par le président en exercice Klaus Iohannis au motif qu'une campagne d'ingérence russe sur TikTok et Telegram visait à favoriser Georgescu, la Cour constitutionnelle a pris la décision d'invalidier les résultats et ordonné la tenue de nouvelles élections (Atlantic Council, 2024).

Explication Les FIMI électorales se servent de l'accessibilité des institutions démocratiques et de leurs vulnérabilités systémiques comme points d'entrée pour miner la qualité et la légitimité de la démocratie, et ainsi atteindre leur objectif de manipulation. À la différence des régimes autoritaires, dont le principal instrument de pouvoir est un contrôle strict des récits et de l'opinion publique, les démocraties modernes sont des arènes fondées sur l'ouverture, le pluralisme et la compétition où des intérêts et des groupes divers se livrent une lutte d'influence. Il s'agit de la principale force de la démocratie, mais aussi sa principale faiblesse. En effet, le bon fonctionnement de ses structures institutionnelles extrêmement complexes requiert une légitimité, c'est-à-dire le consensus et la confiance des citoyens. Des élections (et des référendums) libres et régulières sont un fondement de la démocratie et probablement son processus le plus critique. La difficulté est donc de garantir l'intégrité des élections, c'est-à-dire garantir la régularité de l'ensemble du processus – des campagnes électorales à la sélection des candidats, du vote au dépouillement des bulletins de vote – et le protéger de toute ingérence indue d'acteurs intérieurs et extérieurs. Les FIMI menacent l'intégrité des élections ⁷ en déformant la façon dont les citoyens comprennent et perçoivent la légitimité,

⁷ Voir les cinq macro-menaces des FIMI pour les élections recensées en introduction.

la transparence et la responsabilité du processus électoral. Cela a pour conséquence une érosion de leur confiance dans les institutions démocratiques. Des institutions bien conçues, des procédures transparentes et des citoyens informés sont donc les piliers de la résilience d'un système démocratique face aux FIMI, c'est-à-dire de sa capacité à résister et à s'adapter face aux menaces de manipulation extérieures (Terren, Van Aelst et Van Damme, 2023).

Pistes de recherche

- Quelles sont les garanties et mécanismes en place pour assurer la transparence, la régularité et la responsabilité des processus démocratiques, notamment en contexte électoral ?
- À quelles difficultés les institutions démocratiques sont-elles confrontées en matière de légitimité et de consensus ? Quels pourraient être les facteurs aggravants et atténuants dans ce domaine ?
- Des acteurs nationaux ou internationaux ont-ils par le passé dénoncé des irrégularités durant les élections ? Dans l'affirmative, quels types d'irrégularités ont pu avoir lieu ? Et quelles mesures ont été prises pour y remédier ?
- Le système électoral présente-t-il des vulnérabilités connues ? Ont-elles été exploitées par des acteurs étrangers ou leurs *proxies*, ou pourraient-elles l'être ? Comment ?

Catalyseur 2. Réglementation inadéquate du financement politique

Commençons par un exemple

En 2021, un rapport d'IDEA International mettait en lumière une lacune de la législation mexicaine quant au recours à des influenceurs dans les campagnes politiques. Si le plafonnement des dépenses de campagne est bien réglementé, la loi ne contient toutefois aucune disposition claire sur les partenariats rémunérés avec des influenceurs populaires faisant la promotion de partis politiques et de candidats sur leurs chaînes de médias sociaux. La valeur commerciale de tels partenariats pouvait dépasser le plafond des dépenses de campagne, mais le cadre réglementaire actuel sur le financement politique ne prévoit rien en la matière (Agrawal, Yukihiko et Fernández Gibaja, 2021).

Explication

Une réglementation inadéquate du financement politique donne la possibilité à des acteurs étrangers et à leurs *proxies* de chercher à manipuler les processus politiques et électoraux dans un pays cible. Les réglementations sur le financement politique sont des normes qui régissent le financement des partis politiques et des campagnes électorales. Elles sont

Explication

essentielles pour promouvoir l'intégrité démocratique, la transparence et la responsabilité. Lorsque le financement politique n'est pas suffisamment contrôlé, des intérêts privés, y compris étrangers, peuvent tirer parti de lacunes et de failles pour exercer une influence indue sur les décisions politiques (Hamada et Agrawal, 2019 ; voir aussi Panizio 2024). Cette pratique est désormais communément appelée « financement nuisible », un terme générique désignant le financement, par un pays étranger, de partis politiques, candidats, campagnes, élites influentes ou groupes politiquement actifs, souvent par le biais de structures opaques visant à dissimuler leurs liens avec un État-nation ou ses *proxies* (Rudolph et Morley, 2020). L'essor des technologies numériques a rajouté de la complexité au problème, avec à la clé des opportunités (p. ex. pour une transparence et une responsabilité accrues), mais aussi d'immenses défis, notamment pour contrôler les modalités de collecte de fonds pour les partis politiques et les candidats ainsi que leurs dépenses pour des campagnes en ligne. En principe, toute dépense engagée pour créer, maintenir et diffuser des messages politiques en ligne – notamment les stratégies de campagne numérique connues (Tham, 2021) comme les pages Internet, la publicité et l'optimisation pour les moteurs de recherche ; l'utilisation de plates-formes de médias sociaux et de la publicité payante ; les services mobiles ; les outils de visualisation de données ; les logiciels de campagne politique ; le *crowdfunding* et d'autres outils numériques de collecte de fonds – devrait relever des réglementations sur le financement politique et faire l'objet d'une surveillance. Or, l'absence d'un cadre normatif adéquat régissant la gestion et la déclaration des financements, associée à des lacunes dans les capacités numériques, rend quasiment impossible pour de nombreuses autorités de suivre efficacement et de vérifier les dépenses dans l'environnement virtuel (Agrawal, Yukihiro et Fernández Gibaja, 2021 ; voir aussi IDEA International, 2019). Cela est particulièrement vrai pour les activités menées dans le cadre d'opérations d'information en lien avec l'étranger, lesquelles s'appuient souvent sur des campagnes numériques payantes pour impulser une campagne spontanée, ou présentée comme telle.

Pistes de recherche

- Le cadre réglementaire sur le financement politique est-il suffisamment complet et détaillé dans votre pays ?
- Dans quelle mesure les réglementations existantes sur le financement de la politique sont-elles mises en œuvre et respectées ?

- Que dit la législation sur le financement des partis et des campagnes électorales par des acteurs étrangers ? Existe-t-il des lacunes dans la législation sur la gestion et la déclaration des financements susceptibles d'offrir des points d'entrée à des acteurs étrangers pour exercer une influence indue ?
- Quelles sont les dispositions sur les modalités de collecte de fonds et les dépenses des partis politiques et des candidats pour leurs campagnes en ligne ? Sont-elles suffisamment bien appliquées ?
- Dans quelle mesure la législation sur le financement politique tient-elle compte des possibilités offertes par les technologies et médias numériques, y compris les plus récents, notamment pour les campagnes politiques en ligne ?
- De quels moyens les autorités disposent-elles pour pister et contrôler les flux financiers à des fins politiques sur le Net.

3.2. L'ENVIRONNEMENT SOCIAL, POLITIQUE ET CULTUREL

Bien que ciblant principalement les processus politiques, les FIMI électorales ne sont pas un phénomène isolé des tendances et dynamiques sociales, politiques et culturelles plus larges. Au contraire, les acteurs FIMI tirent parti de ces tendances, les exploitent et cherchent à les orienter pour parvenir à leurs fins de manipulation.

Catalyseur 3. Discours public polarisé et clivé

Commençons par un exemple

Les narratifs employés dans la campagne Doppelgänger – une opération FIMI aux multiples facettes provenant de Russie qui a visé les élections européennes de 2024 dans plusieurs pays de l'UE – étaient centrés sur des sujets polarisants propres à chaque pays. En France, le point de mire était la migration et la guerre en Ukraine. En Allemagne, les dossiers de l'énergie et du climat étaient davantage mis en avant. En Pologne, les narratifs manipulateurs portaient surtout sur les réfugiés ukrainiens (SEAE, 2024b).

Explication

Les FIMI visent à perturber les processus politiques démocratiques, essentiellement les élections, en semant la méfiance et la peur, et en manipulant la perception et les préférences des électeurs. La manière la plus efficace d'y parvenir pour les acteurs FIMI est d'exploiter et d'exacerber des sujets de dissension (ou « sensibles ») existants qui sont susceptibles de donner lieu à des opinions bien marquées au sein des communautés ciblées. Le clivage du discours

public est une caractéristique des sociétés démocratiques. Mais lorsque le discours public est extrêmement clivé autour de sujets qui prêtent à controverse et de ressentiments profondément enracinés, les acteurs FIMI peuvent les exploiter afin de manipuler le débat à leur avantage. Le problème est tout particulièrement grave dans des situations de conflit gelé ou non résolu. Dans ce sens, un discours public polarisé et clivé est un catalyseur majeur de FIMI, comme en attestent l'abondance de preuves et un large consensus au sein de la communauté des défenseurs contre les FIMI. Par exemple, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) considère qu'un discours public polarisé ou clivé fait partie des principaux catalyseurs sociétaux de la pollution informationnelle (PNUD, 2022) ; l'UE a démontré que les activités FIMI visant son engagement extérieur mobilisaient des narratifs qui suivent les lignes de fracture politiques existantes (Fridman, Baudais et Gigitashvili, 2023) ; et l'OTAN a souligné que les activités d'influence pouvaient exploiter des sujets qui prêtent à controverse et sont susceptibles de diviser certains segments de la société. L'identité de genre et les droits LGBTQIA+ sont l'exemple parfait de sujets qui prêtent à controverse dans de nombreux contextes et peuvent ainsi être exploités à des fins de FIMI. De plus, on a pu affirmer que plus les efforts FIMI intègrent et exploitent des narratifs organiques (c'est-à-dire non importés), plus ils sont susceptibles d'avoir un impact sur les publics (Morača *et al.*, 2023).

Pistes de recherche

- Dans quelle mesure le discours public est-il polarisé et divisé dans votre pays ? Quelles en sont les principales raisons ?
- Quels sont les sujets sensibles spécifiques et les narratifs y afférents qui déclenchent habituellement l'animosité et le ressentiment parmi la population ?
- Lesquels se prêtent à une exploitation par les acteurs FIMI cherchant à manipuler les préférences et croyances des électeurs ? Comment ?
- Quels sont les sujets liés aux identités de genre et aux droits LGBTQIA+ pouvant diviser l'opinion publique ?

Catalyseur 4. Discours politique d'exclusion et d'antagonisme

Commençons par un exemple

En 2024, la mort de trois jeunes filles attaquées au couteau au Royaume-Uni a déclenché une vague de troubles et d'émeutes à travers le pays. Ces événements ont été alimentés par des contre-vérités propagées par des partis politiques et des groupes d'extrême droite, selon lesquelles l'auteur des faits aurait été un demandeur d'asile de confession musulmane. Des publications islamophobes et anti-immigrants ont largement été diffusées sur les médias sociaux. Les réseaux de bots de désinformation russes n'ont pas tardé à amplifier ces contenus incendiaires en soutenant les messages qui fustigeaient le parti au pouvoir et le supposé deux poids deux mesures de la police britannique (Morley-Davies, 2024).

Explication

Un discours politique d'exclusion et d'antagonisme, surtout durant les campagnes électorales, est un autre catalyseur important de FIMI qui est étroitement lié au précédent. Lorsque la société est très polarisée avec en toile de fond un discours de division omniprésent, les acteurs étrangers et leurs *proxies* peuvent plus facilement mettre de l'huile sur le feu et parvenir à leurs fins manipulatrices. L'incivilité politique et le sectarisme facilitent la diffusion de la désinformation tout en ouvrant la voie aux FIMI. Ils constituent à cet égard une vulnérabilité systémique des processus démocratiques et électoraux. En effet, un discours politique hostile ou irrespectueux crée un environnement dans lequel les réactions émotionnelles viennent éclipser l'exactitude des faits, ce qui peut conduire les personnes à rechercher des informations en accord avec leurs opinions, sans se soucier de leur véracité⁸. Le discours politique d'exclusion et d'antagonisme ressort davantage dans des contextes où prédominent des politiques populistes fondées sur l'identité, caractérisées par une rhétorique patriotique, raciste et misogyne. Fondée sur le rejet de l'autre, cette rhétorique employée par les politiques mêle clichés anti-migrants (Grzymala-Busse et al., 2020), pseudoscience et propos sexistes qui frôlent parfois l'injure et le discours de haine (Judson et al., 2020 ; Grzymala-Busse et al., 2020). Il a été avancé que la rhétorique populiste pouvait activer des leviers de déstabilisation pour des menaces hybrides et servir de vecteur à l'ingérence étrangère (Lebrun, 2023). Le discours politique d'exclusion et d'antagonisme (et le populisme plus largement) peut ensuite être soutenu par une ingérence

⁸ Panizio, 2024. Voir également Humprecht et al., 2024 sur la manière dont les communications en ligne de personnalités politiques et partis populistes, et de médias ultra-partisans, ont tendance à déclencher de fortes réactions de colère pouvant ensuite faciliter la diffusion de mésinformations.

étrangère cherchant à perturber les processus démocratiques (Grzymala-Busse *et al.*, 2020). Ces deux phénomènes peuvent donc être considérés comme se renforçant mutuellement.

Pistes de recherche

- Dans quelle mesure le discours politique d'exclusion et d'antagonisme est-il répandu dans votre pays ?
- Quels sont les facteurs contribuant à sa diffusion et à sa normalisation ?
- Quelle est la prévalence des revendications identitaires dans le contexte qui vous intéresse ?
- Dans quelle mesure les acteurs politiques mobilisent-ils une rhétorique populiste, patriotique, raciste et misogyne, en particulier pendant les campagnes électorales ?
- Existe-t-il des synergies connues ou potentielles entre forces politiques nationales (populistes) et acteurs FIMI ?

Catalyseur 5. Présence de *proxies* locaux

Commençons par un exemple

Début 2023, des allégations d'ingérence chinoise dans les élections fédérales canadiennes en 2019 et en 2021 circulaient largement dans les médias. Selon des fuites de rapports de renseignement, Pékin aurait mis la pression sur ses *proxies* au Canada dans le but de faire pencher les résultats des élections en faveur du Parti libéral. Certains candidats auraient même bénéficié de financements occultes par le biais de structures diplomatiques chinoises (Yousif, 2023).

Explication

Les acteurs FIMI peuvent souvent compter sur un ensemble d'acteurs nationaux – des personnalités politiques ayant des affinités idéologiques et des médias complaisants, mais aussi des acteurs de terrain bénéficiant de la confiance de la communauté, des célébrités et des influenceurs – pour diffuser du contenu dommageable dans l'environnement informationnel ciblé en vue d'influer sur le comportement des électeurs et d'orienter les résultats des élections. Il s'agit des *proxies* FIMI évoqués dans la définition des FIMI fournie en introduction. Dans certains cas, des *proxies* locaux peuvent être mobilisés par le biais de diverses incitations (voir Chapitre 4 sur les Incitations favorisant les FIMI électorales). Dans d'autres cas, ils prendront spontanément part, sans le savoir, à des activités de manipulation de l'information en raison d'une convergence ressentie avec le message ou les allégations de l'acteur FIMI. Quoi qu'il en soit, la présence de *proxies* locaux sert de catalyseur pour les FIMI électorales. Il est important de noter que le recours à des *proxies* locaux et le recrutement d'alliés dans le pays

sont une stratégie qui brouille les lignes entre ingérence étrangère et nationale (Ördén et Pamment, 2021). De plus, les intérêts étrangers peuvent se recouper localement avec ceux de certains groupes et de certaines personnes – surtout quand il existe des liens personnels ou financiers avec des puissances étrangères – qui n'agissent pas nécessairement en tant que *proxies*. Les acteurs FIMI ont appris à déployer des stratégies et des tactiques qui non seulement tirent avantage de cette ambiguïté, mais les renforcent aussi (Morača *et al.*, 2023). C'est pourquoi toute analyse des *proxies* FIMI locaux est intrinsèquement difficile. Cette section s'attachera à soutenir une approche consistant à ne pas nuire et à se concentrer sur les différentes techniques, tactiques, procédures et motivations que les *proxies* locaux peuvent mobiliser plutôt que sur l'identification des *proxies*. Il convient de s'appuyer sur des preuves factuelles, d'éviter toute application spéculative et de se garder de causer des préjudices involontaires.

Pistes de recherche

- Qui sont les principaux *proxies* FIMI connus ou potentiels dans votre pays ?
- Dans quels secteurs de la société (politique, société civile, entreprises, monde du spectacle, etc.) ces *proxies* locaux sont-ils principalement actifs ?
- Quelle est la force des liens entre ces *proxies* et les acteurs et intérêts étrangers ? Sont-ils bien documentés ?
- Lesquels de ces *proxies* peuvent être mobilisés par des incitations spécifiques ? Lesquels sont à l'inverse susceptibles de se livrer spontanément à des activités FIMI ?
- Quelles stratégies de manipulation de l'information utilisent, ou pourraient utiliser, ces *proxies* pour influencer sur les processus démocratiques et électoraux nationaux ?

Catalyseur 6. Vulnérabilité du public à la manipulation

Commençons par un exemple

En Géorgie, la frange âgée de la population a passé une partie importante de sa vie à l'ère soviétique. Il s'agit de nombreuses personnes qui parlent russe, entretiennent des liens sociaux avec la Russie, et éprouve une certaine nostalgie de l'époque soviétique. Cette mentalité façonnée pendant la guerre froide constitue un terrain fertile pour le sentiment anti-occidental et renforce la loyauté envers l'ancienne puissance tutélaire. Les personnes âgées sont donc particulièrement vulnérables à la désinformation et à l'ingérence russes (Disinformation Resilience Index, 2018).

Explication

Pour prospérer, les campagnes FIMI qui visent à manipuler les processus démocratiques et électoraux ont besoin de publics réceptifs et vulnérables, qui non seulement voient le contenu malveillant, mais aussi interagissent avec celui-ci pour en étendre éventuellement la portée par amplification. De fait, les colporteurs de désinformation créent souvent des contenus visant à susciter la colère ou l'enthousiasme du public cible dans l'espoir de le voir amplifier lui-même le message en lui apportant de la crédibilité et de la visibilité sur ses propres réseaux sociaux et à travers son influence personnelle (Wardle, 2019). Le degré de vulnérabilité du public à la manipulation de l'information dépend d'un certain nombre de facteurs. Le plus déterminant est le niveau d'éducation au numérique et aux médias – un concept large, qui recouvre « les compétences techniques, cognitives, sociales, civiques et créatives » permettant aux personnes d'accéder aux médias, d'en comprendre le contenu avec un regard critique et d'interagir efficacement avec celui-ci (Panizio, 2024). Il a effectivement été observé que de faibles niveaux d'éducation aux médias, une faible sensibilisation du public à la désinformation ainsi qu'à ses risques et une faible capacité du public à vérifier l'information représentaient une menace importante pour l'intégrité de l'information (PNUD, 2022). Plus généralement, la réceptivité d'un public à des contenus malveillants dépend largement de biais culturels et d'autres types liés aux expériences, aux valeurs et aux croyances spécifiques d'un public. Il est important de noter que le biais est plus souvent une condition préalable plutôt qu'une conséquence d'une manipulation de l'information efficace. En effet, les FIMI ne génèrent pas nécessairement des préjugés à l'égard de groupes sociaux particuliers ; ils trouvent plutôt un écho auprès de publics chez qui de tels préjugés sont déjà profondément ancrés (SEAE, 2023b).

Pistes de recherche

- Quels sont les publics, ou tranches de public, particulièrement réceptifs à certains contenus manipulateurs dans votre pays ? Pourquoi ?
- Quelles sont les caractéristiques démographiques (p. ex. âge, genre, niveau de revenus, instruction, profession, appartenance à un groupe, religion, origine ethnique, classe, orientation sexuelle) qui les définissent ?
- Quels sont les biais, culturels ou autres, qui déterminent en particulier la vulnérabilité de ces publics aux contenus malveillants ?

- Quel est le niveau d'éducation au numérique et aux médias dans votre pays ? Y a-t-il des groupes ou des publics en particulier avec des niveaux d'éducation aux médias sensiblement inférieurs ?
- Quels facteurs contextuels pourraient renforcer ou limiter la capacité des publics à interagir avec les médias et les technologies numériques avec discernement et de manière responsable ?

3.3. MÉDIAS D'INFORMATION ET JOURNALISME

Les FIMI tirent profit de la pauvreté informationnelle, c'est-à-dire d'« une situation dans laquelle des personnes ou des communautés ne disposent pas des compétences, des capacités ou des moyens matériels nécessaires pour accéder efficacement à l'information, l'interpréter et l'appliquer de manière appropriée » (Britz, 2004, p. 194). Lorsque les médias et le journalisme ne peuvent garantir que la population dispose d'un accès suffisant à une information gratuite, plurielle, fiable et indépendante, les acteurs FIMI ont de meilleures chances d'orienter le débat à leur avantage. Les médias d'information sont également l'un des principaux moyens de présenter l'actualité sous un autre jour et d'exercer une influence (Elkjer Nissen, 2016).

Catalyseur 7. Absence de pluralisme et d'indépendance des médias

Commençons par un exemple

Il est ressorti d'une étude de 2024 sur les opérations d'information russes que la solidité du paysage des médias libres d'Afrique du Sud limitait la capacité de la Russie à orienter les narratifs dominants. En revanche, les écosystèmes médiatiques d'autres pays africains, comme l'Égypte, le Mali et le Kenya se révélaient être plus vulnérables à la manipulation anti-occidentale menée depuis l'étranger du fait de niveaux de pluralisme et d'indépendance politique des médias plus faibles (Morley-Davies, Thomas et Baines, 2024).

Explication

Plusieurs caractéristiques du paysage médiatique et journalistique peuvent contribuer à la pauvreté informationnelle et, par conséquent, servir de catalyseurs de FIMI électorales. Le premier, et le plus répandu, est l'absence de pluralisme et d'indépendance des médias. Un secteur des médias pluriel et indépendant se caractérise par l'existence d'un service public de radiodiffusion qui opère librement de toute influence politique, une transparence sur la propriété des médias, sans concentration excessive, une autonomie éditoriale des médias vis-à-vis de leurs propriétaires,

des annonceurs et des groupes d'intérêt, et l'absence de contrôle politique ou d'État strict (Panizio, 2024). Quand ces conditions ne sont pas réunies, ou ne le sont que partiellement, l'intégrité de l'environnement informationnel est compromise, avec le risque de voir émerger un paysage médiatique ultra-partisan et fortement politisé. Il en découle des effets négatifs tels qu'une érosion de la confiance dans l'information grand public, une baisse de la qualité des actualités et un accès restreint du public aux informations – notamment pour certaines tranches de la population (PNUD, 2022). Lorsqu'elles se conjuguent, ces vulnérabilités systémiques du paysage médiatique représentent des menaces importantes pour l'intégrité électorale dans la mesure où elles ouvrent grand la porte aux FIMI et aux acteurs de la désinformation pour la propagation et l'amplification des contenus malveillants dans l'ensemble des médias.

Pistes de recherche

- Quel est le niveau de pluralisme des médias dans votre pays ? Dans quelle mesure le système médiatique permet-il une pluralité des points de vue, des voix et des analyses ?
- Quel est le degré d'indépendance des médias par rapport aux intérêts du monde politique et/ou des affaires ?
- Existe-t-il un service public de radiodiffusion ? Et quel est son degré de liberté par rapport au contrôle des pouvoirs publics ou de l'État ?
- Quel est le niveau de concentration des médias ? Quel est le degré de transparence sur la propriété des médias ?
- Quel est le niveau de confiance de la population dans les médias grand public ?
- Y a-t-il des tranches de la population qui ne bénéficient pas d'un accès sans restrictions à l'information ? Pourquoi ?

Catalyseur 8. Influence de médias alignés sur des intérêts étrangers

Commençons par un exemple

Dans plusieurs pays africains, les contenus médiatiques russes sont si largement partagés, cités et discutés au sein des communautés que les sources russes occupent désormais une place centrale dans le paysage médiatique et informationnel local (Limonier, 2019 ; Mihoubi, 2019). En Inde, les médias d'État chinois exercent une influence notable en gérant des pages Facebook et YouTube dans plusieurs langues indiennes (Université de Navarre et XKDR Forum, 2023).

Explication

La capacité d'un média étranger (et aligné sur des intérêts étrangers) à orienter et à influencer la sphère médiatique locale en ce qui a trait à la production, à la propagation et à la consommation de contenus d'actualité est un facteur fondamental favorisant les FIMI. Pour qu'une opération FIMI puisse se déployer, il est nécessaire d'asseoir une présence médiatique locale avec des infrastructures permettant de maximiser la portée du message à transmettre (Mihoubi, 2019). Les médias détenus par des acteurs étatiques étrangers, ou alignés sur ceux-ci, sont donc des actifs clés pour les activités FIMI menées dans l'intérêt même desdits acteurs. L'analyse du rôle des médias étrangers en tant que catalyseurs de FIMI ne peut toutefois pas négliger la relation de symbiose qui existe souvent entre les activités d'information étrangères et nationales, ce que les acteurs FIMI exploitent largement (Morača et al., 2023). Certaines données montrent en effet que les campagnes de manipulation de l'information s'appuient souvent sur une orchestration systématique de canaux médiatiques étrangers et nationaux. Par ailleurs, avoir recours à des voix locales, ou se présenter comme tel pour se donner une apparente authenticité – à travers le franchisage, la sous-traitance ou la tactique du « faux-nez » – est une stratégie de FIMI bien connue (Arenstein, 2022). De plus, les écosystèmes FIMI peuvent aussi servir de plate-forme pour la diffusion de contenus manipulateurs produits localement, ce qui brouille encore plus la distinction décrite ci-dessus.

Pistes de recherche

- Quels sont les médias appartenant à des pays étrangers, ou affiliés, qui opèrent dans votre pays ? À quel point leur présence est-elle établie et généralisée dans le paysage médiatique local ?
- Comment et dans quelle mesure ces médias servent-ils les intérêts de l'acteur étranger auquel ils sont liés ?
- Ces médias ont-ils la réputation de diffuser des contenus manipulateurs ou de colporter des narratifs liés aux élections susceptibles de nuire aux institutions et aux processus démocratiques dans votre pays ?
- Existe-t-il des synergies entre certains canaux médiatiques nationaux et étrangers ? Quelles sont les stratégies médias spécifiques déployées, notamment dans le contexte d'élections ?
- A-t-on démontré que des acteurs étrangers ou leurs *proxies* utilisaient des voix locales pour se donner une apparence d'authenticité ?

Catalyseur 9. Journalisme de piètre qualité et pratiques douteuses

Commençons par un exemple

À la fin des années 2010 et en 2020, plus de 20 journalistes à travers le monde – notamment des personnes à la recherche de piges pendant les confinements de la pandémie – ont, à leur insu, rejoint une opération d'influence russe. Peace Data, un site Internet de fausses informations créé par l'Internet Research Agency, qui se faisait passer pour un média indépendant basé à Saint-Pétersbourg, les rémunérait pour rédiger et mettre en avant des articles sur des sujets controversés, notamment les droits humains dans le monde. L'objectif était de donner de la crédibilité à des histoires qui allaient accentuer les divisions dans les sociétés démocratiques, notamment aux États-Unis (Wanless et Walters, 2020 ; McFarland et Somerville, 2020).

Explication

La pauvreté informationnelle est moins fréquente lorsque le journalisme remplit sa mission : fournir aux citoyens l'information de qualité nécessaire pour prendre des décisions éclairées dans une société démocratique. À l'inverse, un journalisme de piètre qualité et des pratiques douteuses nuisent à l'environnement informationnel au bénéfice d'acteurs malveillants qui cherchent à s'ingérer dans le processus démocratique de prise de décisions. Le journalisme de mauvaise qualité est de fait reconnu comme étant l'un des principaux catalyseurs de la désinformation (PNUD, 2022). De plus, de nombreux rapports sur les FIMI insistent sur la nécessité tant de former les journalistes à repérer et à contrecarrer les narratifs fallacieux et manipulateurs (voir, p. ex., Lambert, 2020) que d'encourager une couverture éthique et un journalisme responsable dans le but de renforcer la crédibilité de sources d'informations (voir, p. ex., SEAE, 2023a). Il est par ailleurs tout aussi important de prendre en compte les conditions de travail des journalistes qui peuvent être à l'origine de certains relâchements dans leur pratique. Une faible rémunération et la précarité de l'emploi exposent davantage les journalistes à transgresser les principes déontologiques, en déformant par exemple des informations en faveur des commanditaires et de leurs objectifs sous la contrainte ou moyennant rétribution (Sampaio-Dias *et al.*, 2019). De plus, les journalistes et les vérificateurs de faits peuvent devenir la cible d'intimidations, de harcèlement ou de violences, ce qui affecte leur capacité à garantir un flux d'information de qualité (Panizio, 2024). Ce problème revêt aussi une importante dimension de genre, les femmes journalistes étant souvent ciblées (Posetti *et al.*, 2021), notamment dans des opérations alignées sur un État (Judson *et al.*, 2020).

**Pistes de
recherche**

- Quel est le niveau général de pauvreté informationnelle dans votre pays, sur la base des normes et rapports nationaux et internationaux ?
- Dans quelle mesure les bonnes pratiques journalistiques sont-elles observées ? Quels sont les principaux facteurs qui soutiennent ou entravent la capacité des journalistes à adopter des pratiques éthiques et responsables ?
- Les journalistes sont-ils formés à repérer les fausses informations et les narratifs manipulateurs, à les vérifier et à y réagir ?
- Quelles sont les conditions de travail des journalistes ? Dans quelle mesure sont-ils exposés à transgresser les principes déontologiques et soumis à une influence extérieure ?
- Des actes de harcèlement ou d'intimidation ont-ils été dirigés contre des journalistes, en particulier les femmes, notamment dans le cadre d'opérations d'influence étrangères ?

Catalyseur 10. Perte de confiance dans les sources d'information grand public**Commençons
par un
exemple**

Des données recueillies à Taiwan, en Estonie et en Lituanie ont permis de démontrer que la Chine et la Russie diffusaient des narratifs sur des forums locaux et des sites de messagerie marginaux, où ils sont plus susceptibles de sembler provenir d'organisations de terrain et donc de convaincre les publics de leur supposée authenticité. Cette pratique peut conduire à un « blanchiment d'informations », puisque ces narratifs sont ensuite susceptibles d'être involontairement amplifiés par des canaux médiatiques grand public (Lambert, 2020).

Explication

La perte de confiance dans les sources d'information grand public est un catalyseur de FIMI clé. Il a été observé que ces sources étaient rapidement supplantées par les plates-formes de médias sociaux et les influenceurs en tant que source principale d'information pour de grandes tranches de la population mondiale. L'augmentation du nombre d'utilisateurs connectés via leur téléphone portable comme principal canal d'accès (*mobile-first*), surtout dans les pays du Sud où ils sont souvent le seul moyen d'accéder à Internet, a nourri cette tendance qui met encore plus à mal la crédibilité et le pouvoir éditorial des médias traditionnels (Röttger et Vedres, 2020). En réaction, de nombreux médias établis ont adopté une stratégie du flash spécial et alloué des ressources à un traitement à chaud des événements plutôt qu'à une analyse plus approfondie. Cela a conduit

à une dégradation progressive des bonnes pratiques journalistiques de transparence et de responsabilité (Röttger et Vedres, 2020). Cette situation représente un double risque. D'une part, le public est de plus en plus dirigé vers des canaux d'information alternatifs et souvent moins fiables, et donc plus exposé à une potentielle désinformation (Bencherif et Carignan, 2023). Cette tendance est particulièrement inquiétante en période d'élections, car elle peut fortement influencer la perception des électeurs et leur prise de décisions (Panizio, 2024). D'autre part, les acteurs FIMI peuvent essayer de légitimer et d'accélérer cette tendance en alimentant la défiance générale à l'égard des sources officielles et des canaux d'information grand public. Cette tactique encourage le recours à des sources marginales ou non vérifiées qui servent les intérêts des acteurs FIMI et soutiennent leur programme (SEAE, 2024a).

Pistes de recherche

- Quelles sont les principales sources d'information dans votre pays ?
- Quel est le statut des médias grand public ? Dans quelle mesure sont-ils supplantés par des canaux de médias sociaux en tant que principale source d'information, en particulier dans un contexte électoral ?
- Dans quelle mesure les médias ont-ils adopté une stratégie du flash spécial et du traitement à chaud au lieu d'une analyse approfondie ?
- Des narratifs qui nourrissent la méfiance envers les sources officielles et établies circulent-ils dans l'environnement informationnel national ? D'où proviennent-ils généralement et quels sont les moyens utilisés pour leur diffusion ?

3.4. MÉDIAS SOCIAUX

Exploitant largement les moyens puissants que leur offrent les plates-formes de médias sociaux et les applications, les campagnes FIMI sont souvent conçues pour tirer parti de la façon précise dont leurs utilisateurs sont exposés aux contenus informationnels et interagissent avec eux.

Catalyseur 11. Environnements informationnels numériques fragmentés

Commençons par un exemple

L'ingérence russe dans les élections de 2016 aux États-Unis s'est appuyée sur un recours massif à des publicités Facebook ciblées pour manipuler certains publics, notamment pro- et anti-LGBTQIA+, avec des narratifs fallacieux (Jones, 2020).

Explication

Sur les plates-formes de médias sociaux, l'accès à l'information diffère systématiquement d'une personne à l'autre du fait d'une personnalisation algorithmique basée sur les préférences et le profil de chaque utilisateur. Il en résulte une fragmentation et une polarisation accrues des environnements informationnels numériques où les utilisateurs sont généralement exposés de façon sélective à des informations dites « conformes » tandis qu'ils se déshabituent à interagir avec des informations qu'ils désapprouvent (Röttger et Vedres, 2020). Le concept de chambres d'écho désigne ces environnements informationnels fermés où des utilisateurs partageant des affinités idéologiques se côtoient et confortent leurs convictions préexistantes (Sunstein, 2001). Le concept très proche de (bulle de filtre) met l'accent sur le rôle qu'ont les algorithmes dans le choix des contenus présentés aux utilisateurs sur la base de comportements antérieurs (Pariser, 2011). Un espace numérique polarisé, dans lequel l'accès à l'information repose sur une sélection sociale et algorithmique au lieu d'être universel et illimité, est particulièrement sensible à la manipulation par des acteurs FIMI et de désinformation à même de cibler certains publics avec des contenus malveillants personnalisés. Les risques sont particulièrement élevés dans un contexte électoral.

Pistes de recherche

- Existe-t-il des signes de fragmentation et de polarisation de l'environnement informationnel numérique dans votre pays ?
- Des études ont-elles été menées sur la présence de chambres d'écho spécifiques pouvant être ciblées ou mobilisées pendant les élections ? Quelles en ont été les principales conclusions ?
- L'impact des *filter bubbles* algorithmiques sur le débat politique de votre pays a-t-il fait l'objet de recherches ? Quelles en ont été les principales conclusions ?
- Des initiatives publiques ont-elles été lancées pour limiter et réduire la fragmentation de la sphère informationnelle en ligne ? Quelle en a été l'efficacité ?

Catalyseur 12. Exploitableté des technologies numériques et de médias sociaux

Commençons par un exemple

Avec pour cible les élections européennes de 2024, la campagne FIMI orchestrée par la Russie – baptisée Doppelgänger – s’est appuyée sur un réseau de faux comptes coordonnés pour amplifier la portée du contenu de sites Internet clonés sur les plates-formes de médias sociaux. L’opération a été conduite en quatre étapes : (a) un groupe de faux comptes mettait en ligne des publications originales avec des liens renvoyant vers des sites Internet clonés ; (b) un plus grand groupe de faux comptes republiait les publications originales pour booster la visibilité du contenu et son impact potentiel ; (c) des relais d’amplification repartageaient les publications sous forme de commentaires sur le fil d’utilisateurs très suivis, ce qui augmentait la pénétration du contenu manipulateur au sein de nouveaux publics ; et (d) pour échapper aux restrictions imposées par les plates-formes en matière de publication de liens conduisant à des domaines sur liste noire, le réseau malveillant employait des techniques de redirection d’URL multi-étapes (SEAE, 2024b).

Explication

La manipulation de l’information et les FIMI s’appuient sur diverses tactiques, techniques et procédures (TTP) (SEAE, 2023a). Nombre de ces TTP exploitent les caractéristiques propres aux technologies numériques et réseaux pour diffuser des messages, les amplifier ou cibler différents publics sur les médias sociaux et au-delà.⁹ L’exploitableté des technologies numériques et de médias sociaux à des fins malveillantes est donc un catalyseur clé de FIMI. Parmi les tactiques FIMI connues exploitant les possibilités offertes par les technologies numériques se trouvent les outils d’intelligence artificielle pour créer de faux profils et contenus (comme des vidéos *deepfake*), le contenu visuel manipulé, la manipulation des moteurs de recherche et l’exploitation des vides de données (Golebiewski et Boyd, 2019), la création de faux sites Internet, le *trolling*, la propagande computationnelle via des bots et d’autres formes de technologies automatisées, les comptes « faux nez » gérés par de véritables personnes, mais générant des interactions artificielles, les stratégies de microciblage, etc. (Arnaudo et al., 2021). La facilité d’accès de tels outils a favorisé la conception, le lancement et la mise en œuvre de puissantes campagnes FIMI et de désinformation.

⁹ Pour des exemples concrets de TTP, voir : Centre d’échange et d’analyse d’informations sur les activités de manipulation de l’information et d’ingérence menées depuis l’étranger – FIMI-ISAC 2024, p. 14 sqq.

**Pistes de
recherche**

- Quelles sont les technologies numériques et de médias sociaux spécifiques susceptibles d'être exploitées par des acteurs malveillants visant à manipuler l'environnement informationnel national, notamment pendant les élections ?
- A-t-on démontré que des acteurs FIMI avaient déployé des stratégies et tactiques connues ? Quelles ont été les caractéristiques technologiques et potentialités exploitées ?
- Y a-t-il eu des tentatives de promouvoir le développement de fonctionnalités numériques et médias sociaux pour aider à limiter la manipulation de l'information dans votre contexte ? Ont-elles été fructueuses ?

Catalyseur 13. Politiques de modération incohérentes et laxistes**Commençons
par un
exemple**

En 2023, il s'est avéré que Facebook avait laissé Ilan Shor, un oligarque moldave proche du Kremlin, placer des publicités politiques visant à jouer sur la colère face à l'inflation et à l'augmentation du prix des carburants pour déstabiliser le gouvernement pro-occidental de la Moldavie. Facebook finira par retirer les annonces, mais trop tard : elles avaient déjà généré des millions de vues (Associated Press, 2023).

Explication

Pour les raisons expliquées plus haut, les plates-formes de média en ligne et les entreprises de technologie publicitaire (*ad-tech*)¹⁰ pourraient, du moins en principe, jouer un rôle clé pour prévenir, réduire et combattre les FIMI et la manipulation de l'information au sens large. Or, des études ont montré que les entreprises de médias sociaux n'ont, dans une large mesure, ni la capacité ni la volonté d'empêcher les manipulateurs de nuire à l'intégrité de la plate-forme (Fredheim *et al.*, 2023), tandis que les entreprises d'*ad-tech* continuent de tirer des revenus des contenus de désinformation (Atkin, 2023) y compris de désinformation fondée sur le genre (Global Disinformation Index, 2023). Les incitations ou pressions pour inverser ces tendances sont généralement insuffisantes, si bien que les entreprises de médias sociaux font moins qu'elles ne pourraient pour enrayer la propagation de contenus malveillants. Il a été reconnu que des politiques de modération incohérentes et laxistes, combinées à une absence de responsabilité et de transparence dans les entreprises de médias sociaux et du Net, mettaient grandement en péril l'intégrité de l'espace informationnel en ligne (PNUD, 2022). De fait, certaines plates-formes mettant à jour leurs politiques de

¹⁰ Les entreprises d'*ad-tech* mettent au point et fournissent des outils numériques, des plates-formes et des services utilisés pour gérer, mettre en œuvre et analyser des campagnes publicitaires en ligne.

modération du contenu dans le but d'entraver les activités de manipulation, les acteurs FIMI se tournent de plus en plus vers des plates-formes de médias sociaux et des applications de messagerie sur lesquelles la modération du contenu est laxiste, avec des groupes fermés et un chiffrement fort (Arnaudo *et al.*, 2021 ; Lambert, 2020 ; voir aussi NewsGuard's Reality Check, 2024). Or, il n'existe aucun moyen efficace de les surveiller ou de faire supprimer des informations malveillantes. Cela encourage également les nouvelles plates-formes de médias sociaux à soit offrir des espaces non modérés, soit appliquer des politiques de modération ouvertement favorables à une idéologie plutôt qu'à d'autres, la priorité allant souvent aux opinions politiques marginales ou extrêmes. (Arnaudo *et al.*, 2021). Le problème de la modération incohérente concerne tout particulièrement les contenus non rédigés en anglais. Les efforts des plates-formes dans ce domaine sont en effet généralement proportionnels à la taille du marché plutôt qu'au risque de préjudice. Il en découle que les espaces numériques fonctionnant dans des langues de moindre diffusion ont une exposition accrue à de potentielles manipulations (Martiny *et al.*, 2024). De plus, l'insuffisance de ressources et le recours à l'automatisation pour la modération des contenus peuvent donner lieu à une interprétation hors contexte et erronée des contenus, voire à une polarisation accrue des espaces en ligne (Rolfe *et al.*, 2024), d'où une porte ouverte aux FIMI.

Pistes de recherche

- Comment l'évolution des politiques de modération des plates-formes de médias sociaux a-t-elle affecté l'environnement informationnel de votre pays ?
- Les plates-formes en ligne et les entreprises d'*ad-tech* ont-elles fait l'objet de demandes, d'incitations ou de pressions en vue de la mise en place de politiques de modération plus strictes pour contrer la manipulation de l'information ? Cela a-t-il été efficace ?
- Observe-t-on une tendance claire chez les utilisateurs à migrer vers des plates-formes et des applications de messagerie proposant des environnements qui ne sont pas modérés et/ou s'accordent ouvertement à une idéologie donnée ?
- L'efficacité (ou son absence) de la modération des contenus mise en place par les plates-formes dans la(les) langue(s) utilisée(s) dans l'environnement informationnel de votre pays a-t-elle été avérée ?

3.5. LA SPHÈRE JURIDIQUE ET RÉGLEMENTAIRE

Les cadres législatifs et réglementaires sont un rempart important face aux FIMI, et à la manipulation électorale de l'information en particulier. Cependant, la technologie et la communication sur Internet étant en constante évolution, il n'est pas aisé de garantir la gouvernance impartiale et efficace de tout environnement informationnel, en particulier sur les médias sociaux. Les acteurs FIMI ne se privent pas de la possibilité d'exploiter à leur avantage les lacunes et les faiblesses existantes des cadres normatifs des pays ciblés.

Catalyseur 14. Autorités de régulation inefficaces

Commençons par un exemple

Les élections parlementaires de 2024 en Géorgie ont été très contestées. Alors que l'opposition rejetait les résultats officiels, jugés frauduleux sur fond d'allégations d'ingérence russe, l'UE et les États-Unis ont exprimé leurs préoccupations concernant des vices de procédure. Le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) indiquait dans son rapport final que les mesures prises par le gouvernement pour réduire l'indépendance des organismes de régulation comptaient parmi les facteurs qui avaient négativement affecté l'intégrité des élections géorgiennes et érodé la confiance du public dans le processus électoral (BIDDH, 2024).

Explication

Plusieurs autorités de régulation participent, dans une plus ou moins grande mesure, à l'encadrement de l'environnement informationnel et à la réduction des risques de manipulation et d'ingérence. Ces autorités comprennent les organes législatifs, la police, des organes de surveillance indépendants (p. ex. agences anticorruption, organes de surveillance du financement politique, organes de surveillance des médias) et d'autres agences de régulation, en plus du système judiciaire (Arnaudo *et al.*, 2021). Leurs missions peuvent aller de la limitation de certains contenus et comportements dans les médias (p. ex. discours de haine, campagnes de dénigrement, diffamation) à la promotion de la transparence, de l'équité et de l'information démocratique. Les moindres dysfonctionnements, manquement ou incapacité de ces autorités à remplir leurs missions ou à coopérer efficacement ouvrent grand la voie aux acteurs FIMI pour manipuler l'espace informationnel. Des autorités de régulation inefficaces constituent donc un catalyseur de FIMI électorales. L'efficacité des autorités de régulation dépend de nombreux facteurs. Les plus importants sont leur niveau d'autonomie par rapport à l'administration centrale, les ressources financières et technologiques qui leur sont allouées par l'État,

le niveau de compétence qui leur est attribué et l'expérience du personnel (De la Brosse et Frère, 2012). S'agissant précisément des organes d'administration des élections (comme les commissions conseils ou bureaux électoraux), leur efficacité est souvent entravée par le manque de ressources, de structures et de mécanismes pour lutter contre la manipulation de l'information liée aux élections, notamment pour se protéger eux-mêmes et le processus électoral des narratifs préjudiciables (Arnaudo et al., 2021).

Pistes de recherche

- Quelles sont les autorités de régulation (y compris les organes de gestion électorale) qui encadrent l'environnement informationnel dans votre pays ? Quelles sont leurs missions, capacités et ressources ?
- Sont-elles efficaces pour réduire les risques de manipulation et d'ingérence ?
- Quels sont les facteurs précis déterminant l'efficacité (ou son absence) de ces autorités pour lutter contre les menaces FIMI, en particulier dans le contexte d'élections ?
- Quel est le niveau de coopération entre ces agences ? Et quels sont les obstacles existants ?
- Ces autorités sont-elles ciblées (ou susceptibles de l'être) par des narratifs préjudiciables remettant en question leur intégrité, neutralité et fiabilité ? Dans quelle mesure ces narratifs sont-ils répandus ?

Catalyseur 15. Lacunes dans la réglementation des médias et d'Internet

Commençons par un exemple

Cambridge Analytica, société de conseil politique, a récupéré les données de plus de 80 millions de profils Facebook dans les années 2010, puis les a utilisées pour soutenir la campagne électorale de Donald Trump en 2016 aux États-Unis. De plus, la société a largement été accusée d'ingérence dans le référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne de 2016, communément appelé référendum sur le Brexit. Les « méthodes sales » de ce référendum ne semblent pas inclure d'activités illégales, mais visaient plutôt à manipuler l'opinion publique par des moyens légaux. Cela a mis en lumière l'absence de réglementations adéquates des médias et d'Internet pour lutter contre la désinformation et l'ingérence électorale, un constat qui a amené à légiférer pour combler cette lacune, notamment au niveau de l'UE (Boffey, 2020).

Explication

Les activités de manipulation de l'information, notamment celles visant les élections, peuvent efficacement exploiter les failles des lois et réglementations pour parvenir à leurs fins. Ces lacunes peuvent être une législation inefficace sur la désinformation, l'absence de normes garantissant la transparence et la responsabilité des entreprises du Net, une réglementation insuffisante du financement politique (voir Catalyseur 2 : Réglementation inadéquate du financement politique), ainsi que des politiques d'application incohérentes, pour ne citer que quelques exemples (PNUD, 2022). Le problème est particulièrement grave s'agissant des mesures prises par les plates-formes de médias sociaux pour limiter la manipulation de l'information et en réduire la viabilité commerciale, lesquelles sont largement inadaptées comme il est ressorti d'évaluations (Fredheim *et al.*, 2023 ; voir catalyseur 13 : Politiques de modération incohérentes et laxistes). L'absence de débat public sur les questions de gouvernance de l'Internet et de responsabilité des médias sociaux ne fait qu'aggraver le problème (PNUD, 2022). Les évolutions réglementaires récentes, en particulier au niveau de l'UE, ont souligné le rôle et la responsabilité des grosses entreprises de la tech – c'est-à-dire, les plates-formes de médias sociaux et les moteurs de recherche en ligne – dans la création d'un environnement en ligne sûr et digne de confiance ainsi que dans la préservation de l'intégrité des élections, y compris en s'attaquant aux risques systémiques de manipulation de l'information, d'ingérence et de désinformation menées depuis l'étranger (voir Kumar, 2024). Si des efforts réglementaires sont indispensables, il est tout aussi important d'avoir conscience que des réponses réglementaires sévères, y compris des lois contre la désinformation, peuvent être utilisées par des acteurs étatiques et non étatiques contre des militants de la société civile, des opposants politiques et des professionnels des médias dans le but de restreindre, voire de réprimer la liberté d'expression.

Pistes de recherche

- Le cadre réglementaire actuel sur les médias et Internet est-il suffisamment développé, complet et détaillé dans votre pays ?
- Comporte-t-il d'importantes lacunes et faiblesses susceptibles d'être exploitées (ou qui l'ont été) par des acteurs malveillants, notamment alignés sur des intérêts étrangers ?
- Les réglementations en place tiennent-elles bien compte du rôle et de la responsabilité des plates-formes de médias sociaux et des moteurs de recherche en ligne dans la préservation de l'intégrité des élections ?

- La gouvernance de l'Internet et la responsabilité des médias sociaux font-elles l'objet d'un débat public ouvert et constructif ? Quels sont les grands sujets débattus ? Et qu'en est-il ressorti de plus important ?
- Y a-t-il un risque (ou cela est-il arrivé par le passé) que des acteurs étatiques et non étatiques utilisent les réglementations aux fins de contrôler, de restreindre, voire de réprimer l'opposition civile ou politique, y compris dans la sphère médiatique ?

Catalyseur 16. Applicabilité floue des normes internationales

Commençons par un exemple

La Déclaration jointe sur la liberté d'expression et les *fake news*, la désinformation et la propagande, adoptée en 2017 par les Rapporteurs spéciaux sur la liberté d'expression de plusieurs organisations internationales et organes chargés des droits humains, englobe l'essentiel des obligations des États et des responsabilités des parties prenantes en matière de lutte contre les opérations de désinformation en plus de contenir des garanties fondamentales dans la lutte contre ces opérations. Elle constitue une étape importante vers un cadre juridique international pour les FIMI (SEAE, 2023c).

Explication

Malgré les efforts en cours sur le plan juridique, l'incertitude demeure quant aux règles et aux principes juridiques internationaux applicables aux FIMI. Une étude de 2023 commandée par le SEAE fournit quelques pistes de réflexion sur la question (SEAE, 2023c). Pour que le droit international puisse s'appliquer aux FIMI, l'étude indique qu'il faudrait ne plus se cantonner au comportement manipulateur, mais prendre aussi en considération les acteurs concernés – car le droit international est centré sur l'État – et le contenu propagé – car cela est fondamental pour les libertés d'information et d'expression consacrées dans le droit relatif aux droits humains (SEAE, 2023c). L'étude analyse ensuite dans quelle mesure les principes juridiques internationaux (c'est-à-dire souveraineté, non-intervention, devoir de précaution et droit humanitaire international) peuvent s'appliquer aux FIMI et aux opérations d'information au sens large. Le droit international relatif aux droits humains y occupe une place centrale, car il fournirait un langage universel utile pour guider le comportement tant des acteurs étatiques que des entreprises privées et de la société civile. Si ces éclairages laissent entrevoir des pistes prometteuses pour des avancées sur le plan juridique, il n'existe pas encore dans la réalité de consensus général sur un cadre juridique international pour les FIMI. En attendant, les acteurs FIMI continueront de profiter du manque d'unité des législations nationales et régionales, ainsi que de la faiblesse de leurs mécanismes d'application.

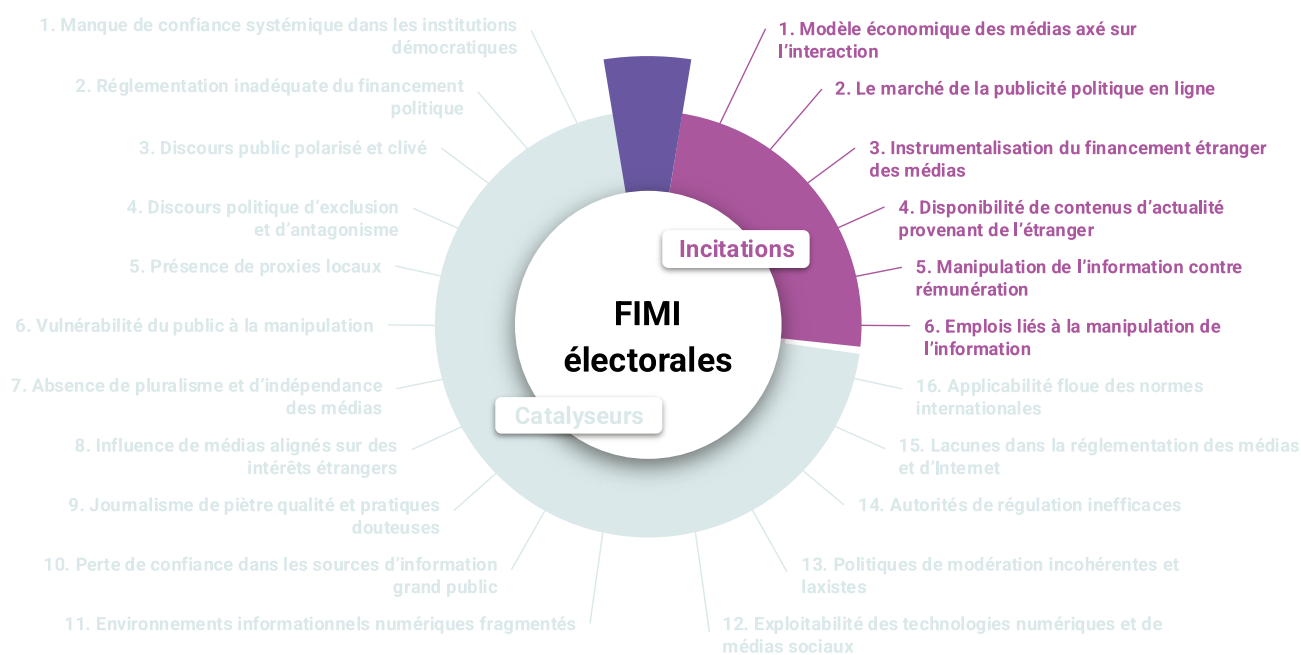
**Pistes de
recherche**

- Y a-t-il une discussion publique dans votre pays sur la nécessité de mettre sur pied un cadre juridique international pour les FIMI ? Quels sont les principaux aspects débattus ? Et qu'en est-il ressorti ?
- A-t-on démontré que des acteurs FIMI profitaient des différences entre les législations de votre pays/région et d'autres ? Quelles ont été les mesures proposées pour s'employer à résoudre ce problème ? Avec quelle efficacité ?

Chapitre 4

INCITATIONS FAVORISANT LES FIMI ÉLECTORALES

Le chapitre précédent a mis en lumière les facteurs qui rendent les FIMI électorales possibles. Dans ce chapitre, il sera question des incitations, c'est-à-dire de ce qui rend ces activités intéressantes et rentables pour une variété d'acteurs. Ces incitations sont regroupées selon trois domaines : l'exploitation de l'économie de l'attention (incitations 1 et 2) ; l'accès à des sources et ressources étrangères (incitations 3 et 4) ; et l'industrie de la manipulation de l'information (incitations 5 et 6).



4.1. EXPLOITATION DE L'ÉCONOMIE DE L'ATTENTION

Partout dans le monde, l'industrie des médias évolue de plus en plus dans ce que les experts appellent l'« économie de l'attention », où l'attention des consommateurs est la véritable valeur et où les entreprises emploient différentes stratégies pour la capter et garder leur rentabilité. Cela crée également des incitations économiques favorisant les activités de manipulation de l'information et FIMI.

Incitation 1. Modèle économique des médias axé sur l'interaction

Commençons par un exemple Pendant les élections présidentielles de 2022 au Brésil, des partisans du président en place Jair Bolsonaro ont amplifié de fausses allégations selon lesquelles le système de vote électronique aurait été truqué en sa défaveur. Bien que non étayées, ces allégations se sont largement répandues sur Facebook, YouTube, TikTok, Telegram et WhatsApp (The Guardian, 2020).

Explication Dans la sphère numérique, l'information est automatiquement classée par des algorithmes dans le but de garder les utilisateurs actifs et connectés. Ce modèle favorise les contenus sensationnalistes « limites », capables d'émouvoir ou de diviser, au détriment de l'exactitude et de l'intégrité éditoriale (Rolfe et al., 2024 ; PNUD, 2022). L'interaction génère donc de la valeur économique tout en fonctionnant comme un système de gratification. Une tendance analogue a été observée pour les médias traditionnels et plus établis (Röttger et Vedres, 2020). En plein essor, ce modèle économique des médias axé sur l'interaction rend la désinformation et la manipulation de l'information non seulement plus aisées, mais aussi rentables et lucratives pour les personnes qui s'y livrent. Il offre en effet des incitations fondées sur le marché favorisant le contenu viral qui génère des revenus à travers la monétisation et la publicité. Les campagnes électorales sont des moments sensibles à cet égard, car les contenus politiquement marquants sont généralement émotionnellement chargés et intensifient les niveaux d'interaction des utilisateurs, ce qui génère par conséquent des revenus. Si ces incitations fondées sur le marché ne sont pas la raison principale pour laquelle ces acteurs de la menace se livrent à des FIMI électorales, il est néanmoins certain qu'elles favorisent la diffusion et l'amplification de contenus malveillants dans l'environnement informationnel.

Pistes de recherche

- Des modèles économiques des médias axés sur l'interaction favorisant des campagnes de manipulation de l'information ont-ils été observés dans votre pays ?
- Quelles sont les incitations fondées sur le marché pour les colporteurs de contenus malveillants dans l'environnement informationnel national, en particulier en contexte électoral ?

Incitation 2. Le marché de la publicité politique en ligne

Commençons par un exemple

Selon une étude récente, durant le cycle d'élections aux États-Unis en 2024, des annonceurs politiques ont dépensé plus de 619 millions USD sur les deux plus grandes plateformes publicitaires numériques, Meta et Google. Or, les annonceurs représentant près de la moitié de ce montant n'ont pas toujours souhaité révéler l'identité de certains, voire de tous leurs donateurs (Brennan Center for Justice, 2024).

Explication

L'activité principale de la plupart des plates-formes en ligne repose sur la publicité. Conçues pour collecter des données sur les utilisateurs et mettre en avant les contenus qui génèrent des interactions, ces plates-formes garantissent aux annonceurs un ciblage précis et une optimisation avancée de leurs campagnes. L'utilisation de la publicité politique en ligne est en hausse et joue un rôle clé en influençant la manière dont sont perçus les partis politiques et les candidats, en particulier avant les élections (Parlement européen, 2023). Un marché lucratif est apparu pour les entreprises tierces proposant des campagnes politiques en ligne payantes qui tirent parti des montagnes de données d'utilisateurs et des capacités de microciblage des plates-formes en ligne. La publicité politique en ligne peut également générer de la valeur pour les plates-formes (voir Incitation 1 : Modèle économique des médias axé sur l'interaction). De surcroît, le marché de la publicité politique en ligne n'est pas aussi strictement réglementé que celui de la publicité hors ligne (voir Catalyseur 2 : Réglementation inadéquate du financement politique) et les plates-formes omettent souvent de signaler les publicités politiques comme telles, d'où des pratiques opaques et de faibles niveaux de surveillance. Les activités FIMI tirent considérablement avantage de ces conditions. Des acteurs malveillants, y compris des puissances étrangères, peuvent en effet transférer des fonds à des *proxies* locaux (comme des entreprises tierces ou des groupes affiliés). Ceux-ci achètent alors des publicités et permettent à leurs commanditaires de poursuivre leurs objectifs de manipulation en échappant à toute surveillance et sans avoir à rendre des comptes.

**Pistes de
recherche**

- La publicité politique en ligne est-elle développée et répandue dans votre pays ?
- Une législation a-t-elle été mise en place pour réglementer la publicité politique en ligne ?
- Les entreprises de médias sociaux ont-elles des bibliothèques publicitaires transparentes pour la publicité politique en ligne dans le pays ?
- Les forces politiques s'attachent-elles les services payants d'entreprises tierces pour des campagnes politiques en ligne ?
- Quelles sont les politiques et pratiques du marché dans ce domaine ? Quel est leur degré de transparence ?
- A-t-on démontré que des campagnes FIMI tiraient parti du marché des publicités en ligne pour manipuler la sphère informationnelle nationale ? Quelles ont été les stratégies employées ?

4.2. ACCÈS À DES SOURCES ET RESSOURCES ÉTRANGÈRES

Les FIMI ont besoin d'actifs d'influence pour s'établir dans les contextes ciblés. Les investissements et l'aide au développement sont des moyens d'y parvenir, car ils incitent l'industrie des médias locale et d'autres secteurs de la production de contenus et de connaissances à servir les desseins et intérêts d'acteurs FIMI.

Incitation 3. Instrumentalisation du financement étranger des médias**Commençons
par un
exemple**

L'État-parti chinois comprend l'importance de contrôler les médias étrangers pour projeter sa puissance et promouvoir une image positive du pays, notamment sur des sujets sensibles comme les différends territoriaux et les droits humains. Les efforts de la Chine pour influencer le contenu des médias à l'étranger passent par des fusions et acquisitions de médias, l'exercice de pressions sur ses acquisitions pour éviter les sujets critiques sur la Chine et la non-diffusion de publicités pour punir les médias critiques à l'égard du pays. (Karásková et Šimalčík, 2020).

Explication

Les investissements étrangers (directs ou indirects) et l'aide au développement des médias sont d'importants catalyseurs de croissance dans le secteur mondial des médias. La dépendance à l'égard des financements et du soutien provenant de l'étranger est devenue une stratégie répandue parmi les organisations de médias pour assurer la viabilité et la pérennité de leurs activités. Au Mali, par exemple, des médias locaux ont reçu des dons de matériel de la

Chine, de la France, de la Libye et de la Russie (Diakon et Röschenthaier, 2017 ; Audinet, 2021). Or, le financement étranger des médias peut aussi être instrumentalisé à des fins de manipulation. Dans la langue des opérations d'influence, on appelle cela l'acquisition d'« actifs d'influence » (Miller, 2024). Cela se produit quand des acteurs mal intentionnés lient un investissement dans le secteur des médias local à des objectifs et à des programmes spécifiques, ce qui amène (ou oblige) de facto les organisations bénéficiaires à travailler à leur service. Cela peut aller de l'adoption de lignes éditoriales orientées en faveur des intérêts de l'investisseur à la participation active à des campagnes FIMI hostiles. Il est important de noter que cela ne concerne pas uniquement les organisations de médias. Les acteurs FIMI peuvent aussi compter sur des think tanks, des organismes de recherche ou des influenceurs en apparence indépendants qui produisent du contenu manipulé (p. ex. sous forme d'analyses politiques orientées, de fausses études universitaires, de statistiques trompeuses) pour donner de la crédibilité à leurs allégations et objectifs. L'instrumentalisation du financement étranger des médias favorise donc l'apparition d'un réseau de voix serviles que les acteurs FIMI peuvent utiliser pour contrôler et manipuler l'agenda informationnel sur certains sujets. Cela constitue une menace grave pour les processus démocratiques et électoraux.

Pistes de recherche

- Quelle est l'ampleur des investissements (et de l'aide au développement) dans le secteur des médias national ?
- Dans quelle mesure la pérennité des organisations de média, des think tanks et des organismes de recherche du pays dépend-elle de financements étrangers ?
- Dans quelle mesure le financement étranger des médias est-il lié aux intérêts et objectifs des donateurs étrangers ? Et quelle forme cela prend-il ?
- Les organisations de médias nationales ont-elles d'autres moyens de garantir leur pérennité tout en conservant une indépendance éditoriale ?
- Y a-t-il eu des cas attestés de financement étranger des médias instrumentalisés à des fins de manipulation de l'information ? Quelles ont été les stratégies déployées ? Quelles ont été les vulnérabilités exploitées ?

Incitation 4. Disponibilité de contenus d'actualité provenant de l'étranger

Commençons par un exemple

Il ressort d'un rapport de l'OTAN de 2023 sur l'environnement informationnel dans la région du Sahel que les organisations de médias africaines reprennent et partagent facilement du contenu provenant de Sputnik – site Internet, agence de presse et service de radiodiffusion étatique russe – du fait qu'il est libre de droits. Cette pratique favorise la diffusion du discours russe dans la sphère médiatique au Sahel (Bencherif et Carignan, 2023).

Explication

La disponibilité de contenus d'actualité provenant de l'étranger peut potentiellement inciter les médias locaux à participer, consciemment ou non, à des activités menées depuis l'étranger dans le but de manipuler l'environnement informationnel. En plus de recevoir des financements étrangers (voir Incitation 3 : Instrumentalisation du financement étranger des médias), les médias locaux peuvent économiser sur leurs budgets limités en republiant gratuitement des contenus libres de droits fournis par des médias affiliés à un acteur étranger, plutôt que d'acheter des contenus auprès d'agences de presse internationales (Morača *et al.*, 2023). La republication de contenus provenant de l'étranger – pratique appelée syndication de contenu – est mutuellement avantageuse : le média local étend sa couverture et retient l'intérêt de ses clients, tandis que la source du média étranger voit sa portée étendue auprès de nouveaux publics. Une fois le lien établi entre les sources du média étranger et les acteurs FIMI, ces pratiques de syndication deviennent un puissant atout pour ceux qui polluent l'environnement informationnel de contenus malveillants et manipulateurs. Cela peut fortement empêcher les citoyens d'accéder à des informations fiables et précises, ce qui constitue une grave menace pour l'intégrité des processus démocratiques et électoraux.

Pistes de recherche

- Des médias liés à l'étranger mettent-ils gratuitement du contenu à disposition dans l'environnement informationnel national ?
- Dans quelle mesure les médias nationaux republient-ils du contenu d'actualité provenant de l'étranger ? Dans quelle mesure ces pratiques de syndication de contenu sont-elles établies et répandues ?
- Quels avantages particuliers ces pratiques offrent-elles aux médias nationaux ?

- Quels publics ou quelles tranches de public sont exposés à des contenus d'actualité provenant de l'étranger en conséquence de la syndication du contenu ? Quelles en sont les possibles répercussions ?
- A-t-on démontré que des acteurs FIMI tiraient parti de la syndication pour propager des contenus manipulateurs dans la sphère informationnelle nationale ? Quelles formes cela a-t-il pris ? Quelles ont été les réactions ?

4.3. L'INDUSTRIE DE LA MANIPULATION DE L'INFORMATION

La manipulation de l'information est devenue une industrie colossale et lucrative qui offre des incitations économiques à une variété d'acteurs, allant d'entreprises à des particuliers.

Incitation 5. Manipulation de l'information contre rémunération

Commençons par un exemple

Les entreprises privées sont toujours plus nombreuses à fournir des campagnes de manipulation à des fins politiques et électorales. En 2020, un rapport de l'Oxford Internet Institute révélait que des entreprises déployaient de la propagande computationnelle pour manipuler l'opinion publique en ligne, au niveau national et international, pour le compte d'acteurs politiques dans 48 pays. Selon ce rapport, la part de marché serait de près de 60 millions USD (Bradshaw, Bailey et Howard, 2021).

Explication

Les entreprises privées qui proposent des opérations d'influence et de manipulation de l'information contre rémunération sont d'importants acteurs dans l'écosystème des FIMI électorales. Des acteurs commerciaux, tels que des entreprises de relations publiques ou des cabinets de communication stratégique, diffusent souvent de la désinformation à des fins spécifiques dans le cadre de campagnes politiques ou pour le compte de gouvernements ou d'États étrangers (Arnaudo *et al.*, 2021). Si ces entreprises sont motivées par le profit, elles apportent en même temps à leurs clients l'avantage intéressant de nier leur responsabilité. De nombreuses preuves collectées mettent en lumière combien cette modalité d'opération d'influence contre rémunération est répandue, que ce soit à des fins nationales ou pour des activités FIMI. Bien qu'il soit difficile de déterminer la valeur exacte du marché de la manipulation de l'information, il ressort de preuves et d'estimations bien documentées que l'activité est très lucrative. Aborder la manipulation de l'information sous l'angle du profit nuance la

définition géopolitique dominante des FIMI, qui oppose clairement Occident et acteurs autoritaires. La manipulation de l'information contre rémunération transcende les clivages géopolitiques habituels, comme l'ont montré des fournisseurs russes de manipulation de l'information qui ont artificiellement amplifié des messages pro-ukrainiens (Fredheim *et al.*, 2023). Outre la motivation des « acteurs de la menace », il est donc essentiel d'examiner l'écosystème qui sert de base aux FIMI sous tous ses aspects, y compris l'appât du gain pour les entreprises de communication. Vue sous cet angle, la manipulation de l'information pourrait être considérée comme une « hyperextension » (Ong et Cabañes, 2019, p. 5779) du secteur du marketing et des relations publiques (RP) à la sphère de la communication politique (plutôt qu'une question uniquement géopolitique).

Pistes de recherche

- Dans quelle mesure la manipulation de l'information contre rémunération est-elle établie et répandue dans votre pays ?
- Quels en sont les principaux acteurs ? Et quelles stratégies ont-ils adoptées ?
- Dans le contexte qui vous intéresse, la manipulation de l'information est-elle une activité qui suit les contours des frontières (géo)politiques ? Ou les transcende-t-elle ? Pourquoi ?
- Quels mécanismes et ressources disponibles ont été ou pourraient être utilisés pour limiter les incitations commerciales à la manipulation de l'information ?

Incitation 6. Emplois liés à la manipulation de l'information

Commençons par un exemple

Une ville de Macédoine du Nord est devenue célèbre pour avoir hébergé des fermes à trolls qui ont répandu de fausses informations (via des centaines de sites Internet « pièges à clics » se faisant passer pour des médias américains conservateurs) en amont des élections présidentielles des États-Unis en 2016 et à nouveau en 2020, apparemment sous influence russe. Générant d'importantes recettes de publicité en ligne, l'activité est devenue la principale source de revenus des habitants de la ville (Synovitz et Mitevskas, 2020 ; Dickerman, 2021).

Explication

Comme les incitations financières pour les entreprises, certaines incitations peuvent motiver des particuliers à tirer un revenu de l'industrie de la manipulation de l'information. Dans ce cas, l'attention est portée sur les conditions sociales des travailleurs de ce secteur. Les personnes engagées pour des opérations de manipulation de l'information peuvent effectivement être des travailleurs précaires (de plates-formes) sous contrats courts dans le domaine des campagnes d'influence numérique (Ong et Cabañes, 2019 ; Graham *et al.*, 2017). De plus, il a été prouvé que des fonctionnaires se livraient à l'amplification artificielle de contenus, louant l'action du gouvernement dans le cadre d'arrangements clientélistes (Rujevic, 2017 ; Judah, 2024 ; Milivojevic, 2020). Les entrepreneurs individuels, qui tirent parti des programmes d'incitation à la monétisation des plates-formes, font aussi partie des profils susceptibles de se livrer à la distorsion de l'information, sur le plan national ou international (Lewis, 2018 ; Hughes et Waismel-Manor, 2020). Aborder la question sous l'angle des incitations au niveau individuel apporte une compréhension plus nuancée du phénomène de la manipulation de l'information (et des FIMI). Il est en effet nécessaire de mieux comprendre les conditions sociales et les motivations des personnes qui se livrent à des activités trompeuses en ligne, sans se cantonner à les considérer comme de simples « méchants » (Ong et Cabañes, 2019). S'intéresser aux incitations au plan individuel permet de replacer la manipulation de l'information et les FIMI dans le contexte d'un marché du travail numérique mondialisé (Graham *et al.*, 2017), du secteur de la publicité et des RP, ainsi que des possibilités offertes par les plates-formes – plutôt que de se limiter à l'approche centrée sur les « acteurs malveillants ».

Pistes de recherche

- Quelles incitations motivent les gens à travailler au service du secteur de la manipulation de l'information dans votre pays ?
- Quelles sont les tranches de la population plus susceptibles d'entrer dans ce secteur ? Quels facteurs les rendent particulièrement vulnérables ?
- Quelles mesures ont été prises pour réduire au maximum les incitations économiques au plan individuel à entrer dans l'industrie de la manipulation de l'information ? Quelle en a été l'efficacité ?

Références bibliographiques

- Adam, D., 'Misinformation might sway elections—but not in the way that you think' [La mésinformation peut influencer les élections, mais pas comme vous le pensez], *Nature*, 18 juin 2024, <<https://www.nature.com/articles/d41586-024-01696-z>>, consulté le 3 juin 2025
- Agrawal, K., Yukihiro, H. et Fernández Gibaja, A., *Regulating Online Campaign Finance: Chasing the Ghost? [Réglementer le financement des campagnes en ligne : une quête illusoire ?]* (Stockholm : IDEA International, 2021), <<https://doi.org/10.31752/idea.2021.6>>
- Arenstein, J., 'Disinformation on the front lines: 'War is not just bombs and tanks' [La désinformation sur les fronts : La guerre ne se résume pas aux bombes et aux chars], interview pour la Deutsche Welle, 4 mai 2022 <<https://akademie.dw.com/en/disinformation-on-the-front-lines-war-is-not-just-bombs-and-tanks/a-61681921>>, consulté le 3 juin 2025
- Arnaudo, D., Bradshaw, S., Hui Ooi, H., Schwalbe, K., Studdart, A., Zakem, V. et Zink, A., 'Combating Information Manipulation: A Playbook for Elections and Beyond' [Lutter contre la manipulation de l'information : un guide pour les élections et après], International Republican Institute, National Democratic Institute, Stanford Internet Observatory, septembre 2021 <https://www.iri.org/wp-content/uploads/legacy/iri.org/infomanip_playbook_updated_final.pdf>, consulté le 3 juin 2025
- Associated Press, 'Facebook ran ads in Moldova for oligarch sanctioned by US' [Facebook a diffusé en Moldavie des publicités pour un oligarque sanctionné par les États-Unis], 17 février 2023, <<https://apnews.com/article/technology-politics-united-states-government-us-department-of-the-treasury-russia-6277b515a552c980c262c72731-dccdbe>>, consulté le 3 juin 2025
- Atkin, C., 'Are Your Ads Funding Disinformation?' [Vos publicités financent-elles la désinformation ?], *Harvard Business Review*, 21 août 2023 <<https://hbr.org/2023/08/are-your-ads-funding-disinformation>>, consulté le 3 juin 2025
- Atlantic Council, 'Romania annulled its presidential election results amid alleged Russian interference. What happens next?' [La Roumanie a annulé les résultats de son élection présidentielle sur fond d'ingérence présumée de la Russie. Que va-t-il se passer maintenant ?], 6 décembre 2024, <<https://www.atlanticcouncil.org/blogs/new-atlanticist/romania-annulled-its-presidential-election-results-amid-alleged-russian-interference-what-happens-next>>, consulté le 3 juin 2025
- Audinet, M., 'Le lion, l'ours et les hyènes : acteurs, pratiques et récits de l'influence informationnelle russe en Afrique subsaharienne francophone', Institut de recherche stratégique de l'école militaire (IRSEM), Brève stratégique n° 83 (juillet 2021), <<https://www.irsem.fr/institut/actualites/etude-de-l-irsem-n-83-2021-audinet.html>>, consulté le 3 juin 2025
- Bencherif, A. et Carignan, M., 'Exploratory research report on the information environment in a political and security crisis context in the Sahel Region' [Rapport

de recherche exploratoire sur l'environnement informationnel dans un contexte de crise politique et sécuritaire dans la région du Sahel], Centre d'excellence pour la communication stratégique de l'OTAN, mai 2023 <<https://stratcomcoe.org/publications/exploratory-research-report-on-the-information-environment-in-a-political-and-security-crisis-context-in-the-sahel-region/284>>, consulté le 3 juin 2025

Boffey, D., "Dirty methods" in Brexit vote cited in push for new laws on Europe's elections' [Les « méthodes sales » utilisées lors du vote sur le Brexit qui ont été invoquées pour promouvoir de nouvelles lois sur les élections en Europe], *The Guardian*, 3 décembre 2020, <<https://www.theguardian.com/media/2020/dec/03/draft-eu-legislation-seeks-to-counter-dirty-methods-in-europes-elections>>, consulté le 3 juin 2025

Bradshaw, S. et Henle, A., 'The gender dimensions of foreign influence operations' [Les dimensions de genre des opérations d'influence étrangère], *International Journal of Communication*, 15 (2021), p. 4596–618, <<https://www.google.com/url?q=https://ijoc.org/index.php/ijoc/article/view/16332/3584>>, consulté le 3 juin 2025

Bradshaw, S., Bailey, S. et Howard, P. N., *Industrialized Disinformation: 2020 Global Inventory of Organized Social Media Manipulation* [La désinformation industrialisée : inventaire mondial 2020 de la manipulation organisée sur les médias sociaux] (Oxford : Oxford Internet Institute, 2021), <<https://demtech.oii.ox.ac.uk/wp-content/uploads/sites/12/2021/01/CyberTroop-Report-2020-v.2.pdf>>, consulté le 3 juin 2025

Brennan Center for Justice, 'Online Political Spending in 2024' [Les dépenses politiques en ligne en 2024], 16 octobre 2024, <<https://www.brennancenter.org/our-work/analysis-opinion/online-political-spending-2024>>, consulté le 3 juin 2025

Britz, J. J., 'To know or not to know: A moral reflection on information poverty' [Savoir ou ne pas savoir : réflexion morale sur la pauvreté informationnelle], *Journal of Information Science*, 30/3 (2004), <<https://doi.org/10.1177/0165551504044666>>

Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH), 'Georgia Parliamentary Elections, 26 October 2024: Election Observation Mission Final Report' [Élections parlementaires en Géorgie, 26 octobre 2024 : rapport final de la mission d'observation électorale], 20 décembre 2024, <https://www.osce.org/files/f/documents/1/6/584029_0.pdf>, consulté le 3 juin 2025

Centre d'échange et d'analyse d'informations sur les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger – FIMI-ISAC, 'FIMI-ISAC Collective Findings I: Elections' [Conclusions collectives du FIMI-ISAC I : Élections], 2024, <<https://fimi-isac.org/wp-content/uploads/2024/10/FIMI-ISAC-Collective-Findings-I-Elections.pdf>>, consulté le 3 juin 2025

Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 'Mapping a surge of disinformation in Africa' [Cartographie de la montée de la désinformation en Afrique], 13 mars 2024, <<https://africacenter.org/spotlight/mapping-a-surge-of-disinformation-in-africa>>, consulté le 3 juin 2025

Clarke, L., "Nobody was tricked into voting for Trump": Why the disinformation panic is over' [« Aucun électeur de Trump n'a été piégé » : pourquoi la panique autour de la désinformation est terminée], *Politico*, 2 janvier 2025, <<https://www.politico.eu/article/nobody-tricked-vote-donald-trump-disinformation-panic-over>>, consulté le 3 juin 2025

- De la Brosse, R. et Frère, M. S., 'Media regulation in sub-Saharan Africa: Trends and stakes in French-speaking countries' [Réglementation des médias en Afrique subsaharienne : tendances et enjeux dans les pays francophones], *Ecquid Novi : African Journalism Studies*, 33/3 (2012), p. 79–42, <<https://doi.org/10.1080/02560054.2012.732259>>
- Diakon, B. et Röschenhaler, U., 'The Chinese presence in the Malian mediascape' [La présence chinoise dans le paysage médiatique malien], *Journal of African Cultural Studies*, 291 (2017), p. 96–113 <<https://doi.org/10.1080/13696815.2016.1241705>>
- Dickerman, K., 'Do these photos look real to you? Your answer could be cause for concern. And that's terrifying' [Ces photos vous semblent-elles réelles ? Votre réponse pourrait être préoccupante. Et c'est terrifiant], *Washington Post*, 15 octobre 2021, <<https://www.washingtonpost.com/photography/2021/10/15/jonas-bendiksen-book-veles>>, consulté le 3 juin 2025
- DISARM Foundation, 'DISARM Framework' [Cadre DISARM], [s.d.], <<https://www.disarm.foundation/framework>>, consulté le 3 juin 2025
- Disinformation Resilience Index, 'Disinformation Resilience in Central and Eastern Europe' [Résilience face à la désinformation en Europe centrale et orientale], 2018, <https://prismua.org/wp-content/uploads/2018/06/DRI_CEE_2018.pdf>, consulté le 3 juin 2025
- Ecker, U., Roozenbeek, J., van der Linden, S., Qian Tay, L., Cook, J., Oreskes, N. et Lewandowsky, S., 'Misinformation poses a bigger threat to democracy than you might think' [La mésinformation représente une menace plus importante pour la démocratie que vous ne le pensez], *Nature*, 5 juin 2024, <www.nature.com/articles/d41586-024-01587-3>, consulté le 3 juin 2025
- Elkjer Nissen, T., 'Social media's role in "hybrid strategies"' [Le rôle des réseaux sociaux dans les « stratégies hybrides »], Centre d'excellence pour la communication stratégique de l'OTAN, 2016 <<https://stratcomcoe.org/publications/social-medias-role-in-hybrid-strategies/179>>, consulté le 3 juin 2025
- Forum économique mondial, 'Global Risks 2024: Disinformation Tops Global Risks 2024 as Environmental Threats Intensify' [Risques mondiaux 2024 : la désinformation en tête des risques mondiaux en 2024 à mesure que les menaces environnementales s'intensifient], 10 janvier 2024, <<https://www.weforum.org/press/2024/01/global-risks-report-2024-press-release>>, consulté le 3 juin 2025
- Fredheim, R., Bay, S., Haiduchyk, T., Dek, A. et Stolze, M., 'Social Media Manipulation 2022/2023: Assessing the Ability of Social Media Companies to Combat Platform Manipulation' [Manipulation sur les médias sociaux 2022/2023 : Évaluer la capacité des entreprises de médias sociaux à lutter contre la manipulation des plates-formes], Centre d'excellence pour la communication stratégique de l'OTAN, 2023, <<https://stratcomcoe.org/publications/social-media-manipulation-20222023-assessing-the-ability-of-social-media-companies-to-combat-platform-manipulation/272>>, consulté le 3 juin 2025
- Fridman, O., Baudais, V. et Gigitashvili, G., 'Enhancing the Capabilities of CSDP Missions and Operations to Identify and Respond to Disinformation Attacks' [Renforcer les capacités des missions et opérations de la PSDC à identifier et à répondre aux

attaques de désinformation], Parlement européen, février 2023, <[https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2023/702578/EXPO_IDA\(2023\)702578_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2023/702578/EXPO_IDA(2023)702578_EN.pdf)>, consulté le 3 juin 2025

Global Disinformation Index, 'How Is Ad Tech Funding Misogynistic Disinformation?' [Comment la technologie publicitaire finance-t-elle la désinformation misogyne ?], 4 janvier 2023, <<https://www.disinformationindex.org/disinfo-ads/2023-01-04-how-is-ad-tech-funding-misogynistic-disinformation>>, consulté le 15 décembre 2024

Golebiewski, M. et Boyd, d., 'Data Voids: Where Missing Data Can Easily Be Exploited' [Vides de données : où les données manquantes peuvent être facilement exploitées], Data & Society, 2019, <<https://datasociety.net/wp-content/uploads/2019/11/Data-Voids-2.0-Final.pdf>>, consulté le 3 juin 2025

Graham, M., Lehdonvirta, V., Wood, A., Barnard, H., Hjorth, I. et Simon, D. P., 'The Risks and Rewards of Online Gig Work at the Global Margins' [Les risques et les avantages des petits boulots en ligne aux marges de l'économie mondiale], Oxford Internet Institute, 2017, <<https://www.oii.ox.ac.uk/wp-content/uploads/2017/06/gigwork.pdf>>, consulté le 3 juin 2025

Grzymala-Busse, A., Fukuyama, F., Kuo, D. et McFaul, M., 'Global Populisms and Their Challenges' [Les populismes à travers le monde et leurs défis], Stanford University, mars 2020, <<https://fsi.stanford.edu/global-populisms/global-populisms-and-their-challenges>>, consulté le 3 juin 2025

Guerin, C. et Maharasingam-Shah, E., *Public Figures, Public Rage: Candidate Abuse on Social Media* [Personnalités publiques, fureur publique : candidats insultés sur les médias sociaux], Institute for Strategic Dialogue, 5 octobre 2020, <<https://www.isdglobal.org/isd-publications/public-figures-public-rage-candidate-abuse-on-social-media>>, consulté le 3 juin 2025

Hamada, Y. et Agrawal, K., 'Political Finance Reforms: How to Respond to Today's Policy Challenges?' [Réformes du financement politique : comment relever les défis politiques actuels ?] (Stockholm : IDEA International, 2021), <<https://doi.org/10.31752/idea.2020.68>>

Hughes, H. C. et Waismel-Manor, I., 'The Macedonian fake news industry and the 2016 US election' [L'industrie macédonienne des fausses informations et les élections américaines de 2016], *PS Political Science & Politics*, 54/1 (2020), p. 19–23, <<https://doi.org/10.1017/S1049096520000992>>

Humprecht, E., Amsler, M., Esser, F. et Van Aelst, P., 'Emotionalized social media environments: How alternative news media and populist actors drive angry reactions' [Environnements émotionnels sur les médias sociaux : comment les médias d'information alternatifs et les acteurs populistes attisent la colère], *Political Communication*, 41/4 (2024), p. 559–87, <<https://doi.org/10.1080/10584609.2024.2350416>>

IDEA International, 'Political Finance database: Tunisia' [Base de données sur le financement politique : Tunisie], 2019, <<https://www.idea.int/data-tools/country-view/284/55>>, consulté le 3 juin 2025

- Jones, T. 'Double-use of LGBT youth in propaganda' [Double utilisation des jeunes LGBT dans la propagande], *Journal of LGBT Youth*, 17/4 (2020), p. 408–31, <<https://doi.org/10.1080/19361653.2019.1670121>>
- Jonusaite, R., Sessa, M. G., Wilfore, K. et Di Meco, L., 'Gender-Based Disinformation 101: Theory, Examples, and Need for Regulation' [Désinformation fondée sur le genre 101 : théorie, exemples et nécessité d'une réglementation], EU DisinfoLab et #ShePersisted, octobre 2022, <https://www.disinfo.eu/wp-content/uploads/2022/10/20221012_TechnicalDocumentGBD-2.pdf>, consulté le 3 juin 2025
- Judah, S., 'Serbia's real life "bots"' [Les « bots » réels de Serbie], BBC Sounds, 13 janvier 2024, <<https://www.bbc.co.uk/sounds/play/w3ct5d9d>>, consulté le 3 juin 2025
- Judson, E., Atay, A., Krasodonski-Jones, A., Lasko-Sinner, R. et Smith, J., 'Engendering hate: The contours of state-aligned gendered disinformation online' [Engendrer la haine : les contours de la désinformation sexiste en ligne alignée sur l'État], DEMOS, octobre 2020, <<https://www.ndi.org/sites/default/files/Engendering-Hate.pdf>>, consulté le 3 juin 2025
- Karášková, I. et Šimalčík M., 'Limited Welcome: Protecting the Media from Hostile Foreign Influence' [Accueil limité : protéger les médias contre les influences étrangères hostiles], Asociace pro mezinárodní otázky (AMO), juin 2020, <https://www.amo.cz/wp-content/uploads/2020/06/AMO_Limited-welcome-protecting-the-media-from-hostile-foreign-influence.pdf>, consulté le 3 juin 2025
- Kumar, R., 'Maintaining election integrity: EC's big tech measures "Very large online platforms (VLOPs)" and "very large online search engines (VLOSEs)"' [Maintenir l'intégrité des élections : les mesures de la Commission européenne à l'égard des entreprises de la big tech « Très grandes plates-formes en ligne (VLOP) » et « Très grands moteurs de recherche en ligne (VLOSE) »], *Project ATHENA*, 2024, <<https://project-athena.eu/maintaining-election-integrity-ecs-big-tech-measures-very-large-online-platforms-vlops-and-very-large-online-search-engines-vloses>>, consulté le 3 juin 2025
- Lambert, B., 'Effective Whole-of-Society Approaches in Tackling Disinformation Campaigns' [Mobilisation efficace de l'ensemble de la société pour lutter contre les campagnes de désinformation], The Churchill Fellowship, 2020, <https://media.churchillfellowship.org/documents/Beth_Lambert_Final_Report.pdf>, consulté le 3 juin 2025
- Lebrun, M., 'Watching Out for Populism: Authoritarian Logics as a Vulnerability to Hybrid Threat Activity' [Surveiller le populisme : la logique autoritaire comme vulnérabilité face aux menaces hybrides], Hybrid Centre of Excellence Document de travail n° 22, janvier 2023, <<https://www.hybridcoe.fi/wp-content/uploads/2023/01/20230123-Hybrid-CoE-Working-Paper-22-Populism-WEB.pdf>>, consulté le 3 juin 2025
- Lewis, R., 'Alternative Influence: Broadcasting the Reactionary Right on YouTube' [Influence alternative : diffuser la droite réactionnaire sur YouTube], Data & Society, 2018, <https://datasociety.net/wp-content/uploads/2018/09/DS_Alternative_Influence.pdf>, consulté le 3 juin 2025

- Limonier, K., 'Diffusion de l'information russe en Afrique. Essai de cartographie générale', Institut de recherche stratégique de l'école militaire (IRSEM), Note de recherche n° 66, 29 janvier 2019, <<https://www.irsem.fr/en/institut/news/research-paper-no-66.html>>, consulté le 3 juin 2025
- Martiny, C., Rolfe, T., Zerie, B., Gallagher, A. et Schwertheim, H., 'Online Gendered Abuse and Disinformation During the 2024 South African Elections' [Abus fondés sur le genre et désinformation en ligne pendant les élections sud-africaines de 2024], Institute for Strategic Dialogue, 6 août 2024, <<https://www.isdglobal.org/isd-publications/online-gendered-abuse-and-disinformation-during-the-2024-south-african-elections>>, consulté le 3 juin 2025
- Martiny, C., Simmons, C., Visser, F., Bhatnagar, R., Jones, I. et Castillo Small, A., 'Web of Hate: A Retrospective Study of Online Gendered Abuse in 2022 in the United States' [Le réseau de la haine : étude rétrospective des abus fondés sur le genre en ligne en 2022 aux États-Unis], Institute for Strategic Dialogue, 30 novembre 2023, <<https://www.isdglobal.org/isd-publications/web-of-hate-a-retrospective-study-of-online-gendered-abuse-in-2022-in-the-united-states>>, consulté le 3 juin 2025
- McFarland, K. et Somerville, A., 'How foreign influence efforts are targeting journalists' [Comment les efforts d'influence étrangère ciblent les journalistes], *The Washington Post*, 29 octobre 2020, <<https://www.washingtonpost.com/politics/2020/10/29/how-foreign-influence-efforts-are-targeting-journalists>>, consulté le 3 juin 2025
- Mihoubi, S., 'La stratégie d'implantation de Radio Chine Internationale (RCI) en Afrique sahélienne', *Noroi*, 252/3 (2019), p. 89–102, <<https://doi.org/10.4000/noroi.9420>>
- Milivojevic, A., 'The castle: How Serbia's rulers manipulate minds and the people pay' [Le château : comment les dirigeants serbes manipulent les esprits et le peuple en paie le prix], *BalkanInsight*, 18 juin 2020, <<https://balkaninsight.com/2020/06/18/the-castle-how-serbias-rulers-manipulate-minds-and-the-people-pay>>, consulté le 3 juin 2025
- Miller, C., 'D-RAIL: Directing Responses Against Illicit Influence Operations' [D-RAIL : agir contre les opérations d'influence illicites], Notes de synthèse de conférence, 31 janvier 2025, <<https://doi.org/10.21810/jicw.v7i3.6879>>
- Morača, T., Sicurella, F. G., Stella, F. A., Sekulić, T. et Armanini, J., 'Feeling the Pulse: Countering Foreign Information Manipulation and Interference in Africa and the Western Balkans' [Prendre le pouls : lutter contre la manipulation de l'information et l'ingérence étrangère en Afrique et dans les Balkans occidentaux], Institut d'études de sécurité de l'Union européenne, Synthèse 18, octobre 2023, <https://www.iss.europa.eu/sites/default/files/EUISSFiles/Brief_18_CFI%20Western%20Balkans.pdf>, consulté le 3 juin 2025
- Morley-Davies, J., 'How Did Foreign Actors Exploit the Recent Riots in the UK?' [Comment des acteurs étrangers ont-ils exploité les récentes émeutes au Royaume-Uni ?], Royal United Services Institute (RUSI), 28 août 2024, <<https://rusi.org/explore-our-research/publications/commentary/how-did-foreign-actors-exploit-recent-riots-uk>>, consulté le 3 juin 2025

- Morley-Davies, J., Thomas, J. et Baines, G., 'Russian Information Operations Outside of the Western Information Environment' [Les opérations d'information russes en dehors de l'environnement informationnel occidental], Centre d'excellence pour la communication stratégique de l'OTAN, mai 2024, <<https://stratcomcoe.org/publications/russian-information-operations-outside-of-the-western-information-environment/306>>, consulté le 3 juin 2025
- NewsGuard's Reality Check, '42% of Russia-Ukraine War Misinformation Originated on Telegram' [42 % des fausses informations sur la guerre entre la Russie et l'Ukraine provenaient de Telegram], 30 août 2024, <<https://www.newsguardrealitycheck.com/p/42-of-russia-ukraine-war-misinformation>>, consulté le 3 juin 2025
- Nyst, C. et Monaco, N., 'State-Sponsored Trolling: How Governments Are Deploying Disinformation as Part of Broader Digital Harassment Campaigns' [Trolling soutenu par l'État : comment les gouvernements déploient la désinformation dans le cadre de campagnes de harcèlement numérique plus larges], Institute for the Future, 2018, <https://legacy.iftf.org/fileadmin/user_upload/images/DigIntel/IFTF_State_sponsored_trolling_report.pdf>, consulté le 3 juin 2025
- Ong, J. C. et Cabañes, J. V. A., 'When disinformation studies meets production studies: Social identities and moral justifications in the political trolling industry' [Quand les études sur la désinformation rencontrent les études sur la production : identités sociales et justifications morales dans l'industrie du trolling politique], *International Journal of Communication*, 13 (2019), p. 5771–90, <<https://ijoc.org/index.php/ijoc/article/view/11417/2879>>, consulté le 3 juin 2025
- Ördén, H. et Pamment, J., 'What is So Foreign About Foreign Influence Operations?' [Qu'y a-t-il de si étranger dans les opérations d'influence étrangères ?], Carnegie Endowment for International Peace, 2021, <<https://carnegieendowment.org/2021/01/26/what-is-so-foreign-about-foreign-influence-operations-pub-83706>>, consulté le 3 juin 2025
- Panizio, E., 'Systemic vulnerabilities, MIL, disinformation threats: Preliminary Risk Assessment ahead of the 2024 European elections' [Vulnérabilités systémiques, éducation aux médias et à l'information, menaces de désinformation : évaluation préliminaire des risques avant les élections européennes de 2024], juin 2024, <<https://edmo.eu/wp-content/uploads/2024/06/Preliminary-Risk-Assessment-Report.pdf>>, consulté le 3 juin 2025
- Pariser, E., *The Filter Bubble: What the Internet is Hiding from You* [La *filter bubble* : ce qu'Internet vous cache] (New York: Penguin, 2011)
- Parlement européen, 'Why new EU rules for political advertising are important' [L'importance des nouvelles règles de l'UE en matière de publicité politique], 9 février 2023, <<https://www.europarl.europa.eu/topics/en/article/20230202STO71504/why-new-eu-rules-for-political-advertising-are-important>>, consulté le 3 juin 2025
- Parlement européen, 'Combating Foreign Interference in Elections' [Lutter contre l'ingérence étrangère dans les élections], 2024, <[https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/ATAG/2024/759612/EPRS_ATA\(2024\)759612_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/ATAG/2024/759612/EPRS_ATA(2024)759612_EN.pdf)>, consulté le 3 juin 2025

- Posetti, J., Shabbir, N., Maynard, D., Bontcheva, K. et Aboulez, N., 'The Chilling: Global Trends in Online Violence against Women Journalists' [Cela donne froid dans le dos : tendances mondiales en matière de violence en ligne à l'encontre des femmes journalistes], UNESCO, 2021, <<https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000377223>>, consulté le 3 juin 2025
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 'Information Integrity: Forging a Pathway to Truth, Resilience and Trust' [Intégrité de l'information : ouvrir la voie à la vérité, à la résilience et à la confiance], février 2022, <<https://www.undp.org/publications/information-integrity-forging-pathway-truth-resilience-and-trust>>, consulté le 3 juin 2025
- , 'A "Super Year" for Elections' [Une « super année » pour les élections], 2024, <<https://www.undp.org/super-year-elections>>, consulté le 3 juin 2025
- Rolfe, T., Schwertheim, H., Döring, M. et Jacobs, E., 'Safeguarding Elections in the Digital Age: Assessing Evolving Electoral Risks and their Mitigation for Online Electoral Integrity' [Protéger les élections à l'ère numérique : évaluer l'évolution des risques électoraux et leur atténuation pour l'intégrité électorale en ligne], Institute for Strategic Dialogue, septembre 2024, <<https://www.isdglobal.org/wp-content/uploads/2024/09/Safeguarding-Elections-in-the-Digital-Age.pdf>>, consulté le 3 juin 2025
- Röttger, P. et Vedres, B., 'The Information Environment and its Effects on Individuals and Groups: An Interdisciplinary Literature Review' [L'environnement informationnel et ses effets sur les individus et les groupes : une revue interdisciplinaire de la littérature], Oxford Internet Institute, 30 avril 2020, <<https://royalsociety.org/-/media/policy/projects/online-information-environment/oie-the-information-environment.PDF>>, consulté le 3 juin 2025
- Rudolph, J. et Morley, T., 'Covert Foreign Money: Financial Loopholes Exploited by Authoritarians to Fund Political Interference in Democracies' [Les financements étrangers dissimulés : les failles financières exploitées par les régimes autoritaires pour financer leur ingérence politique dans les démocraties], Fonds Marshall allemand, 18 août 2020, <<https://www.gmfus.org/news/covert-foreign-money-financial-loopholes-exploited-authoritarians-fund-political-interference>>, consulté le 3 juin 2025
- Rujevic, N., 'Serbia's internet trolls' [Les trolls serbes sur Internet], Deutsche Welle, 1^{er} mai 2017, <<https://www.dw.com/en/serbian-government-trolls-in-the-battle-for-the-internet/a-37026533>>, consulté le 3 juin 2025
- Sampaio-Dias, S., Mawindi Mabweazara, H., Townend, J. et Osman, I., 'Practices, Policies and Regulation in African Journalism: Mapping a Research Agenda' [Pratiques, politiques et réglementation dans le journalisme africain : définir un programme de recherche], *African Journalism Studies*, 40/3 (2019), p. 1–9, <<https://doi.org/10.1080/23743670.2019.1750197>>

- Service européen pour l'action extérieure (SEAE), 'A Strategic Compass for Security and Defence' [Boussole stratégique pour la sécurité et la défense], 2022, <https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/documents/strategic_compass_en3_web.pdf>, consulté le 3 juin 2025
- , '1st EEAS Report on Foreign Information Manipulation and Interference Threats: Towards a framework for networked defence' [1^{er} rapport du SEAE sur les menaces de manipulation de l'information et d'ingérence étrangère : vers un cadre pour une défense en réseau], février 2023a, <https://www.eeas.europa.eu/eeas/1st-eeas-report-foreign-information-manipulation-and-interference-threats_en>, consulté le 3 juin 2025
 - , '2nd EEAS Report on Foreign Information Manipulation and Interference Threats: A framework for networked defence' [2^e rapport du SEAE sur les menaces de manipulation de l'information et d'ingérence étrangère : un cadre pour une défense en réseau], janvier 2024a, <https://www.eeas.europa.eu/eeas/2nd-eeas-report-foreign-information-manipulation-and-interference-threats_en>, consulté le 3 juin 2025
 - , 'Doppelgänger Strikes Back: FIMI activities in the context of the EE24' [Doppelgänger contre-attaque : les activités FIMI dans le contexte de l'EE24], juin 2024b, <https://euvsdisinfo.eu/uploads/2024/06/EEAS-TechnicalReport-DoppelgängerEE24_June2024.pdf>, consulté le 3 juin 2025
 - , 'FIMI Targeting LGBTIQ+ people: Well-informed analysis to protect human rights and diversity' [FIMI ciblant les personnes LGBTIQ+ : une analyse bien informée pour protéger les droits humains et la diversité], octobre 2023b, <https://www.eeas.europa.eu/eeas/fimi-targeting-lgbtqi-people_en>, consulté le 3 juin 2025
 - , 'Study on International Norms for Foreign Information Manipulation and Interference (FIMI)' [Étude sur les normes internationales en matière de manipulation de l'information et d'ingérence étrangère (FIMI)], novembre 2023, <https://www.eeas.europa.eu/eeas/study-international-norms-foreign-information-manipulation-and-interference-fimi_en>, consulté le 3 juin 2025
- She Persisted, 'Big Tech and the Weaponization of Misogyny in Moldova's Online Ecosystem: An Assessment of Digital Threats to Women in Public Life' [Les géants de la big tech et l'instrumentalisation de la misogynie dans l'écosystème en ligne moldave : évaluation des menaces numériques qui pèsent sur les femmes dans la vie publique], mai 2024, <<https://she-persisted.org/wp-content/uploads/2024/06/ShePersisted-Moldova-Report-ENG.pdf>>, consulté le 3 juin 2025
- Simmons, C. et Fourel, Z., 'Hate in Plain Sight: Abuse Targeting Women Ahead of the 2022 Midterm Elections on TikTok and Instagram' [La haine au grand jour : la cyberviolence visant les femmes à l'approche des élections de mi-mandat de 2022 sur TikTok et Instagram], Institute for Strategic Dialogue, 1^{er} décembre 2022, <<https://www.isdglobal.org/isd-publications/hate-in-plain-sight-abuse-targeting-women-ahead-of-the-2022-midterm-elections-on-tiktok-instagram>>, consulté le 3 juin 2025

- Spring, M. et Webster, L., 'A web of abuse: How the far right disproportionately targets female politicians' [Un réseau de la violence : comment l'extrême droite cible de manière disproportionnée les femmes politiques], BBC, 15 juillet 2019, <<https://www.bbc.com/news/blogs-trending-48871400>>.
- Sunstein, C. R., Republic.com (Princeton, NJ: Princeton University Press, 2001) Synovitz, R. et Mitevskia, M., "'Fake News' Sites in North Macedonia Pose as American Conservatives ahead of US Election' [Les sites de « fausses nouvelles » en Macédoine du Nord se font passer pour des conservateurs américains à l'approche des élections américaines], Radio Free Europe, 22 octobre 2020, <<https://www.rferl.org/a/macedonia-fake-news-sites-us-election-conservatives/30906884.html>>, consulté le 3 juin 2025
- Terren, L., Van Aelst, P. et Van Damme, T. 'The Last Line of Defence: Measuring Resilience to Foreign Information Manipulation and Interference in West Africa' [La dernière ligne de défense : mesurer la résilience face à la manipulation de l'information et à l'ingérence étrangère en Afrique de l'Ouest], Institut d'études de sécurité de l'Union européenne, Synthèse 22, novembre 2023, <<https://www.iss.europa.eu/publications/briefs/last-line-defence-measuring-resilience-foreign-information-manipulation-and>>, consulté le 3 juin 2025
- Tham, J-C., 'How Might Digital Campaigning Affect the Problems of Political Finance?' [Comment les campagnes numériques pourraient-elles affecter les problèmes de financement politique ?], IDEA International, mai 2021, <<https://doi.org/10.31752/idea.2021.57>>
- The Guardian, 'YouTube and Facebook letting Brazil election disinformation spread, NGO says' [YouTube et Facebook laissent se propager la désinformation électorale au Brésil, selon une ONG], 22 octobre 2022, <<https://www.theguardian.com/world/2022/oct/20/brazil-election-disinformation-youtube-facebook>>, consulté le 3 juin 2025
- Université de Navarre et XKDR Forum, 'Concerns about Foreign Information Manipulation and Interference (FIMI): An Indian perspective' [Préoccupations concernant la manipulation de l'information et l'ingérence étrangère (FIMI) : une perspective indienne], Document de travail 3, 2023, <<https://www.unav.edu/web/global-affairs/concerns-about-foreign-information-manipulation-and-interference-fimi-an-indian-perspective>>, consulté le 3 juin 2025
- Wanless, A. et Walters, L., 'How Journalists Become an Unwitting Cog in the Influence Machine' [Comment les journalistes deviennent involontairement les rouages d'une machine d'influence], Carnegie Endowment for International Peace, 13 octobre 2020, <<https://carnegieendowment.org/research/2020/10/how-journalists-become-an-unwitting-cog-in-the-influence-machine?lang=en>>, consulté le 3 juin 2025
- Yousif, N., 'What to know about Canada and China's foreign interference row' [Ce qu'il faut savoir sur le conflit entre le Canada et la Chine concernant l'ingérence étrangère], BBC News, 23 mai 2023, <<https://www.bbc.com/news/world-us-canada-64813182>>, consulté le 3 juin 2025

Glossaire

Le glossaire suivant a été utilisé dans la traduction de cette méthodologie.

English	French
'congenial' information	information « conforme »
amplifier	relais
data voids	vides de données
defender community	communauté des défenseurs
domestic proxies	proxies locaux
election-related FIMI	FIMI liées aux élections
electoral FIMI	FIMI électorales
enabler	catalyseur
false narrative	narratif fallacieux
FIMI actors	acteurs FIMI
FIMI defender community	communauté des défenseurs FIMI
FIMI enablers	catalyseurs de FIMI
FIMI enablers and incentives	les catalyseurs et les incitations liés aux FIMI
FIMI expert	expert FIMI
FIMI Information Sharing and Analysis Centre FIMI-ISAC	Centre d'échange et d'analyse d'informations FIMI FIMI-ISAC
FIMI operation	opération FIMI
FIMI proxies	proxies FIMI
foreign information manipulation and interference (FIMI)	manipulation de l'information et ingérence étrangère activités/ manœuvres de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger (FIMI)
foreign media funding	financement étranger des médias

foreign-aligned media	médias alignés sur des intérêts étrangers
gendered disinformation	désinformation fondée sur le genre
gendered FIMI	FIMI liées au genre
gender-sensitive	soucieuses des questions de genre
Global State of Democracy Indices GSoD Indices	Indices de l'État de la démocratie dans le monde
incentive	incitation
influence assets	actifs d'influence
information manipulation for hire	manipulation de l'information contre rémunération
inorganic engagement	interactions artificielles
malign finance	financement nuisible
manipulative narratives	narratifs manipulateurs
market incentives	incitations fondées sur le marché
misleading narrative	narratif fallacieux
ODIHR Office for Democratic Institutions and Human Rights	Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme BIDDH
organic campaigning	campagne spontanée
organic narratives	narratifs organiques
Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE)	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)
proxies	proxies
Response Framework to FIMI threats	Cadre de réponse aux menaces FIMI
sock-puppet accounts	comptes « faux nez »
sock-puppeting	emploi d'un « faux-nez »

À propos des auteurs

Federico Giulio Sicurella est chercheur, analyste et consultant dans le domaine de l'environnement informationnel. Son travail porte sur l'intégrité de l'information et les menaces que constitue la manipulation de l'information pour les processus et institutions démocratiques. Depuis quelques années, il aide l'Union européenne à identifier, évaluer et contrer les menaces pesant sur la communication dans tous les domaines – notamment la désinformation et les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger (FIMI). Titulaire d'un doctorat en études du discours critique, il a une vaste expérience dans la recherche sociale et appliquée ainsi que dans le secteur de la société civile. Fort de cette expertise, il aborde les questions de l'intégrité de l'information en tenant compte à la fois des technologies et du contexte. Il est par ailleurs activement engagé dans le dialogue politique et des initiatives de mobilisation locale en faveur de l'intégrité de l'information et de la résilience sociétale.

Tijana Morača est chercheuse en environnement informationnel et praticienne en communication stratégique. Entre 2020 et 2025, elle a été consultante auprès de l'UE avec pour mission de fournir une analyse appliquée des activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger (FIMI) ainsi que des menaces de manipulation de l'information plus générales dans des pays tiers, en combinant des approches basées sur le contexte et les données. Docteure en anthropologie de la politique, elle a à son actif de nombreuses années d'expérience pratique sur des projets internationaux. Depuis 2025, Tijana Morača occupe la fonction de spécialiste de la communication stratégique au Service européen pour l'action extérieure.

Avertissement : les points de vue exprimés sont uniquement ceux de l'autrice et ne sauraient représenter une position officielle du Service européen pour l'action extérieure ou de l'Union européenne.

À propos d'IDEA International

L'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA International) est une organisation intergouvernementale fondée en 1995, comptant 35 États Membres et avec pour mandat de soutenir la démocratie durable dans le monde entier.

QUE FAISONS-NOUS ?

Nous menons des recherches et des analyses politiquement neutres relatives aux élections, aux parlements, aux constitutions, à la numérisation, au changement climatique, à l'inclusion et à la représentation politique, dans le cadre des objectifs de développement durable des Nations Unies. Nous évaluons les performances des démocraties grâce à nos indices uniques sur l'état de la démocratie dans le monde et à notre « Democracy Tracker ».

Nous fournissons des services de renforcement des capacités et des conseils d'experts aux acteurs démocratiques, notamment aux gouvernements, parlements, agents électoraux et à la société civile. Nous développons des outils et publions des bases de données, des livres et brochures d'information dans plusieurs langues sur des sujets allant de la participation électorale aux quotas de genre.

Nous réunissons des acteurs étatiques et non étatiques pour des dialogues et partages de leçons. Nous nous consacrons à défendre, à promouvoir et à protéger la démocratie dans le monde entier.

OÙ TRAVAILLONS-NOUS ?

Le siège d'IDEA International est situé à Stockholm et nous disposons de bureaux régionaux et de liaison en Afrique, en Asie-Pacifique, en Amérique latine, aux Caraïbes et en Europe. IDEA International a le statut d'Observateur permanent auprès des Nations Unies et est également accrédité auprès des institutions de l'Union européenne.

NOS PUBLICATIONS ET BASES DE DONNÉES

Nous proposons un catalogue comprenant plus de 1 000 publications et plus de 25 bases de données sur notre site Internet. La plupart de nos publications peuvent être téléchargées gratuitement.

<<https://www.idea.int>>

La présente méthodologie globale fournit un cadre structuré pour une analyse approfondie des catalyseurs et des incitations derrière les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger (FIMI) en contexte électoral. Élaborée avec les acteurs de la société civile, pour qui elle constituera un outil, cette méthodologie vise à soutenir les études en contexte, à renforcer la capacité d'analyse et à inspirer des réponses concrètes aux menaces FIMI qui affaiblissent les processus démocratiques.

S'appuyant sur les éclairages d'experts, des exemples réels et des études mondiales, cette méthodologie s'articule autour de deux grands axes d'analyse : les catalyseurs – les conditions politiques, sociales, culturelles, technologiques, médiatiques et juridiques propices au développement des FIMI – ; et les incitations – les facteurs économiques, stratégiques et opérationnels qui rendent les FIMI intéressantes et rentables pour des acteurs malveillants. Pour chacun de ces facteurs, des exemples réels, des notes explicatives et des questions pour orienter les recherches aideront les utilisateurs à identifier les risques et les points faibles les plus pertinents dans leur propre contexte.

À travers la cartographie de ces facteurs favorisant les FIMI électorales dans différentes situations, cette méthodologie vise à construire une solide base de données probantes, à encourager la collaboration intersectorielle ainsi qu'à outiller la société civile pour prendre des mesures adaptées et fondées sur des faits qui renforceront l'intégrité électorale et la résilience démocratique.